

adf

AFRICA DEFENSE FORUM

DES PROFESSIONNELS AVEC UN BUT

Les Forces armées africaines
s'efforcent d'acquiescer
des normes élevées

En Sierra Leone,
la réforme de la sécurité est
« l'affaire de tout le monde »

PLUS

Une conversation avec
l'ex-président nigérian
Olusegun Obasanjo

VISITEZ-NOUS EN LIGNE : ADF-MAGAZINE.COM

articles

8 Défendez quelque chose ou laissez tout tomber

L'ex-président nigérian Olusegun Obasanjo raconte pourquoi il s'est opposé aux coups d'état militaires et croit en la paix par le dialogue.

14 Faites fleurir la démocratie

Dans une période de troubles, les forces armées peuvent protéger les transitions fragiles vers la démocratie.

20 Le tyran est devenu officier et gentilhomme

Comment les Forces armées du Ghana ont abandonné les coups d'état et adopté le professionnalisme.

26 Les portraits du leadership

Des soldats et des chefs militaires dans toute l'Afrique ont sacrifié leur vie et leur carrière pour protéger la démocratie.

32 Pour le bien commun

La Commission de l'océan Indien aide les états insulaires africains à combattre la criminalité en mer.

40 « C'est l'affaire de tout le monde »

La réforme du secteur de la sécurité en Sierra Leone met l'accent sur l'inclusion.

46 La longue route du Soudan vers la sécurité

Alors que le pays aborde une transition après le régime autocratique, il lui reste de grandes difficultés à surmonter pour assurer le professionnalisme de ses forces armées.

52 Les Forces armées apprennent les leçons de la réponse au Covid-19

Les armées africaines ont été poussées à adopter des rôles inattendus pendant la pandémie. Elles espèrent tirer les leçons des succès et des échecs.

60



rubriques

- 4 Point de vue
- 5 Perspective africaine
- 6 L'Afrique aujourd'hui
- 38 Battement du cœur de l'Afrique
- 56 Culture et sports
- 58 Point de vue mondial
- 60 Défense et sécurité
- 62 Chemins de l'espoir
- 64 Croissance et progrès
- 66 Image du passé
- 67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum
est disponible en ligne.**

Veillez nous rendre visite sur le
site adf-magazine.com



SUR LA COUVERTURE :

Cette illustration photographique du personnel militaire de différents pays et différentes branches de service montre les nombreux visages d'une force combattante professionnelle.

ILLUSTRATION D'ADF

Les ingérences militaires dans la politique ont laissé des traces néfastes en Afrique. Entre 1960 et 2000, il y a eu en moyenne quatre tentatives de coup d'état par an sur le continent. Dans de nombreux cas, ces prises de pouvoir armées ont été catastrophiques pour les pays impliqués. Elles ont produit des dizaines d'années de mauvaise gouvernance, d'insécurité et de déclin économique.

Heureusement, ces coups d'état deviennent moins fréquents. Il y a eu seulement deux tentatives par an en moyenne au cours des vingt dernières années. La plupart des tentatives récentes ont échoué ; pour celles qui ont réussi, les militaires ont été forcés de céder le pouvoir rapidement à un gouvernement civil.

Mais les coups d'état persistent dans certains pays. Le Mali, par exemple, a subi trois coups d'état réussis au cours des dix dernières années. Cette crise a provoqué l'instabilité du pays et en a fait un havre pour les groupes extrémistes.

Que peut-on donc faire ?

La meilleure protection contre les coups d'état est une culture de professionnalisme militaire et une croyance institutionnelle dans le contrôle civil. Ceci nécessite des années pour être réalisé mais le résultat est une sécurité et une stabilité durables.

Les leçons provenant de l'ensemble du continent offrent l'espoir. Dans les années qui suivirent son indépendance, le Ghana était l'un des pays du monde sujets à de très nombreux coups d'état. Grâce à des réformes de ses forces armées dans les années 1980 qui ont mis l'accent sur la discipline, la responsabilité personnelle et l'éducation continue, le Ghana est devenue une démocratie vibrante.

La Sierra Leone a été en proie à une guerre civile brutale pendant onze ans qui a décimé ses forces armées et causé un manque de confiance de la part du public au début des années 1990. Un processus de réforme exhaustif du secteur de la sécurité a transformé la Sierra Leone, pays qui dépendait des gardiens de la paix étrangers, en pays qui envoie des gardiens de la paix à l'étranger pour aider les pays qui en ont besoin.

Finalement, des leçons peuvent être tirées des pays où les forces armées soutiennent les transitions démocratiques. En Tunisie pendant les soulèvements du Printemps arabe en 2010, les militaires ont maintenu la paix dans les rues alors que les manifestants exigeaient le changement. Ils ont aussi résisté à la pression d'intervenir pour le régime. Bien que la démocratie tunisienne reste fragile, l'armée a été applaudie pour ses actions pendant une époque dangereuse pour le pays.

Le professionnalisme a de nombreux aspects, mais il existe quelque chose qui reste constant à travers les années : l'armée qui soutient la démocratie en restant apolitique aide à mettre son pays sur la voie de la paix.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Les cadets des Forces de défense du Rwanda deviennent officiers à Bugesera.

FORCES DE DÉFENSE DU RWANDA



Professionnalisme

Volume 14, 4ème trimestre

ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE



POUR NOUS CONTACTER :

U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 USA

ADF.Editor@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

L'opportunité d'une crise

Issimail Chanfi, représentant permanent des Comores aux Nations unies, s'est exprimé lors de la Série 2021 sur le dialogue africain le 28 mai 2021. Le Bureau du conseiller spécial des Nations unies sur l'Afrique a parrainé l'événement. Le thème de la série était « L'identité culturelle et l'appartenance : refaçonner les états d'esprit ». Les commentaires de M. Chanfi ont été modifiés pour les adapter au présent format.



Pendant ce mois de la Série sur le dialogue africain, nous avons constaté qu'une nouvelle narration

est en fait possible, si seulement nous donnons la parole aux experts africains.

Nous avons montré au monde que l'Afrique est un continent plein d'innovateurs qui sont prêts à relever les défis émergents selon une perspective africaine et à prendre en compte les besoins et les réalités de l'Afrique.

Nous sommes réalisés que la culture et l'identité sont des outils performants qui peuvent permettre aux pays africains d'assumer la responsabilité de leur développement. Mais à ces fins, comme le suggère le thème de la Série sur le dialogue africain, nous devons refaçonner les états d'esprit ; nous devons changer la perspective.

L'Afrique ne devrait pas continuer à être appelée le continent qui a besoin « d'aide ». Le passé et le présent de l'Afrique sont pleins d'histoires à succès. De grandes civilisations sont nées sur le continent, sans l'aide d'acteurs extérieurs. Des projets ambitieux sont promus de nos jours, par exemple la zone de libre-échange continentale africaine qui sera le plus grand et le plus important marché du monde.

Les pays africains sont prêts à suivre une nouvelle approche au développement.

Pour mettre en œuvre cette nouvelle approche, les pays africains nécessitent des partenaires qui sont engagés, des partenaires qui respectent le rôle de l'Afrique comme acteur mondial, des partenaires qui assurent que les inégalités du passé ne soient pas utilisées pour maintenir un déséquilibre mondial.

2021 est une année d'espoir et d'opportunité pour l'Afrique et pour le monde. Comme on l'a noté pendant ces trois journées de discussions, les perturbations déclenchées par le Covid-19 fournissent une opportunité pour nous tous de bâtir pour l'avenir et de bâtir mieux. Le Covid-19 a précisé clairement ce que les priorités devraient être.

Il a montré l'importance du capital humain. La santé et l'éducation ne peuvent pas continuer à être considérées uniquement comme des « droits sociaux ». Ce sont des composantes fondamentales du développement. Investir dans la santé et l'éducation, investir dans le capital humain, c'est assurer que nos sociétés soient résilientes et capables de surmonter les pandémies futures.

Le Covid-19 a aussi prouvé la nécessité de vivre en communion avec la nature. La croissance économique doit être approchée selon une perspective de durabilité écologique. Les initiatives telles que l'économie des océans promue par les

Un professionnel médical au dépôt national de vaccin de Nairobi vérifie les approvisionnements de vaccin de Covid-19 stockés à basse température provenant de COVAX, le programme mondial de distribution équitable du vaccin.

AFP/GETTY IMAGES

pays africains et l'Union africaine, basée sur l'utilisation durable des ressources des océans pour la croissance économique, l'amélioration des moyens de subsistance et la santé de l'écosystème, sont l'avenir.

Le Covid-19 a aussi démontré que l'industrialisation est une priorité et une responsabilité des pays africains et de leurs partenaires internationaux.

Faisons de cette crise une opportunité. Transformons le risque de clivage du vaccin en opportunité pour créer une Afrique plus forte qui contribue à la prospérité mondiale. Au lieu d'essayer de résoudre la pénurie de vaccin dans le monde de façon traditionnelle, nous devons saisir l'opportunité pour augmenter la capacité africaine de production de son propre vaccin et donc de renforcer la résilience du continent et le périple de son développement. Nous avons les outils. Nous nécessitons simplement la volonté politique et l'engagement de nos partenaires pour faire de ce plan une réalité.



Le biologiste Blaise Kadjo montre une chauve-souris en Côte d'Ivoire. AFP/GETTY IMAGES

LES CHAUVES-SOURIS D'ABIDJAN FONT FACE À UN FUTUR PROBLÉMATIQUE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Au crépuscule, des dizaines de milliers de chauves-souris noircissent le ciel au-dessus du quartier commercial d'Abidjan ; elles survolent en bruisant les immeubles de la capitale économique de la Côte d'Ivoire.

Cette scène est caractéristique de la commune du Plateau dans la ville. Mais aujourd'hui une succession de périls d'origine humaine menace ces petits mammifères, selon les conservationnistes.

Lorsque la nuit tombe, les chauves-souris se dirigent vers la forêt du Banco, qui a été transformée en parc national en 1953. Les chauves-souris s'y gorgent toute la nuit d'insectes, de fruits et de fleurs, déclare Magloire Niamien, biologiste et spécialiste des chauves-souris à l'université de Korhogo dans le Nord de la Côte d'Ivoire.

Le Dr Niamien déclare que la population de chauves-souris de la ville aurait pu atteindre jusqu'à 1 million en 2020, mais elle a depuis lors dramatiquement baissé à cause de l'urbanisation et du braconnage.

« Jusqu'à la moitié de la population de chauves-souris semble avoir migré ailleurs », déclare le professeur Inza Kone, chef du Centre suisse pour la recherche scientifique en Côte d'Ivoire.

Les scientifiques déclarent que les chauves-souris jouent un rôle crucial dans la chaîne alimentaire. Elles mangent un grand nombre d'insectes qui ravagent les cultures, ce qui permet aux fermiers d'économiser des milliards chaque année en dépenses pour pesticides.

Certains se plaignent que les chauves-souris font trop de bruit et ternissent les voitures avec leurs excréments.

Des pétitions ont exigé que les autorités agissent et des arbres ont été abattus pour éloigner les chauves-souris, déclare le biologiste Blaise Kadjo, professeur à l'université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan.

Les gens craignent aussi les maladies causées par les chauves-souris. Ce risque augmente fortement lorsque les chauves-souris sont victimes de la chasse et dépecées comme nourriture, ou lorsque les humains empiètent sur leur habitat. On pense que l'Ebola est l'un des virus qui s'est propagé grâce aux chauves-souris.



Les chauves-souris sont suspendues aux arbres pendant la journée et remplissent le ciel ivoirien au crépuscule. AFP/GETTY IMAGES

« Mais nous n'avons pas enregistré un seul incident de santé lié aux chauves-souris sur le Plateau, déclare le professeur Kadjo. « Nous avons effectué des tests en 2014 et n'avons trouvé aucune trace de l'Ebola. »

Malgré les risques, les humains continuent à consommer les chauves-souris. Au marché Siporex, dans le grand district de la classe ouvrière de Yopougon à Abidjan, on vend trois chauves-souris fumées pour 2.500 francs CFA (4,56 dollars).

Les scientifiques souhaitent que les autorités ivoiriennes protègent les chauves-souris, qui jouent un rôle important dans la fertilisation d'un grand nombre de plantes. Les chauves-souris sont aussi l'une des rares créatures capables d'assurer la reproduction de l'iroko, grand arbre dont le bois dur est vendu dans le monde entier pour fabriquer des meubles de luxe. Toutefois, il est menacé par la surexploitation en Afrique de l'Ouest, selon le Dr Niamien.

« Leur rôle est essentiel pour maintenir l'écosystème naturel », déclare le professeur Kadjo.

LE BURKINA FASO MET À L'ESSAI DES MOUSTIQUES MODIFIÉS POUR RÉDUIRE LE PALUDISME

VOICE OF AMERICA

Le paludisme provoque plus de 400.000 décès chaque année, et la plupart des victimes sont africaines. Désormais, Target Malaria, groupe international de scientifiques, travaille au Burkina Faso sur une solution génétique.

Abdoulaye Diabate de l'Institut de recherche pour la science et la santé déclare que Target Malaria espère développer un outil générique pour modifier les moustiques afin que leur progéniture soit seulement des mâles. Toutes les femelles avec lesquelles ils se reproduisent après leur modification produiront aussi uniquement des mâles.

Puisque seules les femelles de moustique propagent le paludisme, la maladie devrait se résorber rapidement, en même temps que leur population.

Dans le village de Bana où les moustiques génétiquement modifiés ont été initialement testés en 2019, les résidents locaux étaient préoccupés par cette expérimentation.

Kiesiara Sanou, un aîné du village, déclare que les gens pensaient que l'étude libérerait des moustiques dans le village et qu'ils provoqueraient d'autres maladies. Mais depuis qu'ils travaillent avec Target Malaria, ils ont fini par comprendre le but et aujourd'hui, ils les aident même à accomplir des tâches telles que la collecte des moustiques.

Les moustiques génétiquement modifiés sont seulement l'une des solutions que les scientifiques ont testées au Burkina Faso pour gérer le paludisme. Le pays a aussi été un pionnier dans les moustiquaires traitées au pesticide.

L'institut Jenner de l'université d'Oxford a annoncé en avril 2021 qu'un vaccin du paludisme mis à l'essai au Burkina Faso avait une efficacité record de 77 %.

Naima Sykes de Target Malaria déclare que, selon le « Rapport mondial sur le paludisme 2019 » de l'Organisation mondiale de la santé, plus de 94 % des cas et des décès dus au paludisme ont lieu en Afrique.

Mme Sykes ajoute que, lorsque Target Malaria recherche des institutions avec lesquelles établir un partenariat, elle souhaite des institutions dans les pays fortement affectés par le paludisme qui désirent vivement trouver une solution.



Un entomologiste étudie des moustiques dans un labo burkinabé.

DES MÉDECINS SOUDANAIS COMBATTENT LE COVID DEPUIS L'ÉTRANGER

PERSONNEL D'ADF

Ce qui avait commencé comme une petite idée de deux médecins basés aux États-Unis qui voulaient aider leur pays natal du Soudan à riposter contre le Covid-19 est devenu quelque chose de beaucoup plus grand.

Le Dr Reem Ahmed de l'université Emory en Géorgie et le Dr Nada Fadul de l'université du Nebraska se sont réunis pendant les premiers jours de la pandémie alors qu'ils travaillaient pour des groupes de mobilisation tels que l'association médicale soudanaise-américaine et la coalition des organisations soudanaises contre le Covid-19.

Ils ont collecté des fonds, coordonné des expéditions de matériel et d'équipement, et conduit un programme de formation virtuelle avec trois universités soudanaises.

Bien qu'ils soient situés à plus de 11.000 km de distance, ils ont reconnu l'impact que pouvait avoir leur expertise médicale dans leur pays natal.

« Nous avons commencé avec un brainstorming entre nous deux sur la façon de pouvoir aider à gérer les cas légers ou modérés, déclare le Dr Ahmed à ADF. Nous avons pensé à utiliser les ressources humaines de tous les étudiants des écoles médicales et des universités qui étaient fermées à cause de la pandémie. »

Le projet du Dr Ahmed et du Dr Fadul est l'équipe de réponse médicale de communauté (CMRT), initiative qui forme et déploie dans tout le pays les étudiants soudanais ayant des antécédents médicaux pour traiter les patients du Covid-19 chez eux.

Les deux médecins et d'autres experts dans le monde conduisent des sessions virtuelles de mentorat et de formation avec un groupe de 40 étudiants qui sont payés pour travailler au Soudan en tant que formateurs pour une équipe plus nombreuse de 150 bénévoles, lesquels vont mettre en œuvre le programme un quartier après l'autre.

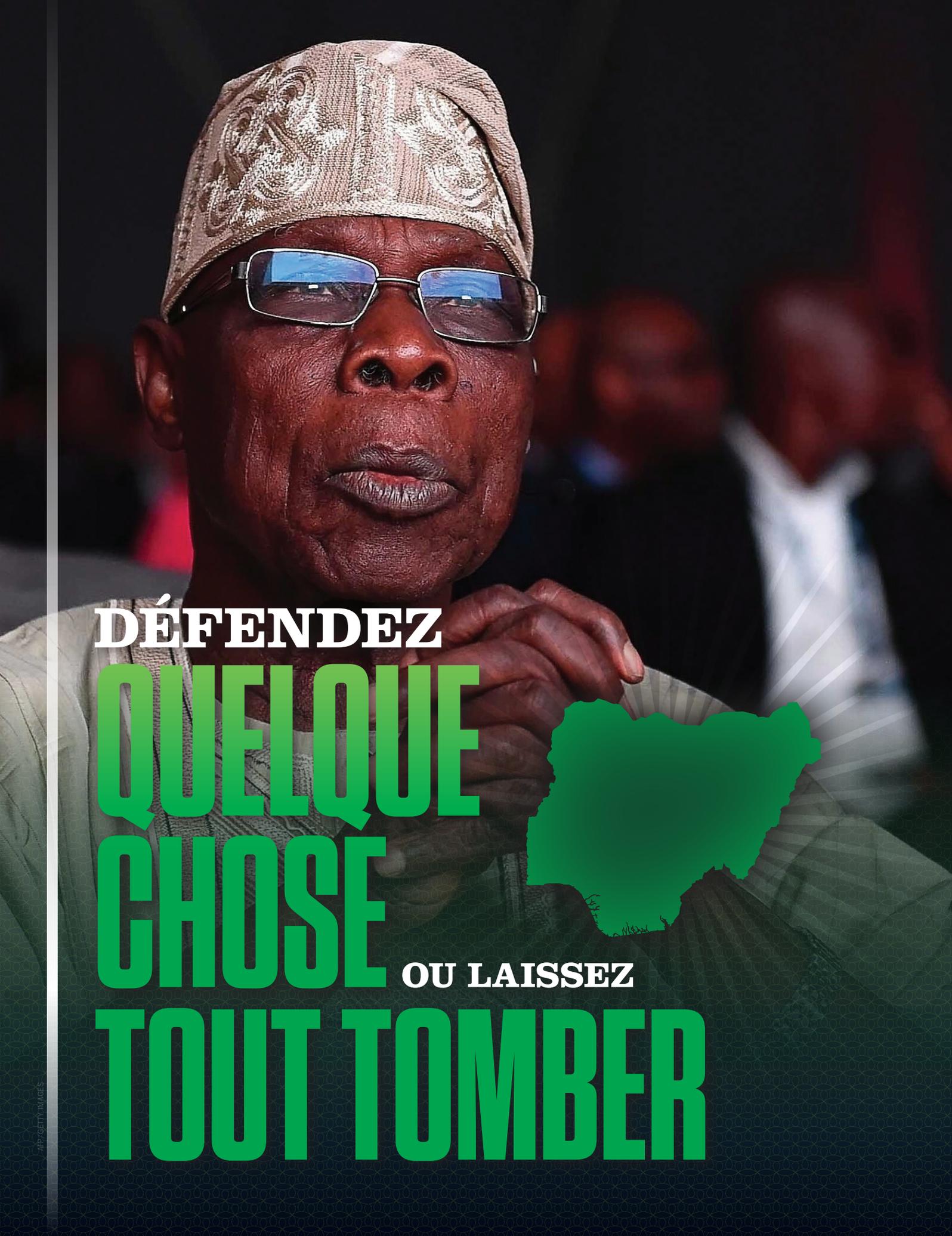
« Au début nous avons établi des liens avec les étudiants en médecine, puis l'un d'eux nous a connecté à un réseau d'étudiants en infirmerie, pharmacie, soins dentaires, déclare le Dr Fadul. C'était excellent parce que certains quartiers n'ont pas d'étudiant en médecine. Mais peut-être ont-ils un étudiant en pharmacie, ou un étudiant en infirmerie et un étudiant en pharmacie. En fin de compte, nous avons une équipe. »

Les étudiants ont construit de nouveaux réseaux et renforcé les collaborations existantes. Ils ont ensuite recruté des bénévoles dans cinquante quartiers pour lancer le programme.

« Il était très clair que nous avions besoin du soutien des ministères et nous nécessitions des alliés dans les communautés, déclare le Dr Fadul. Nous devons établir des partenariats avec les leaders, comme l'imam de la mosquée locale, le médecin local, le comité de résistance ou le comité des services du quartier. »



Des bénévoles de la CMRT se rendent dans leurs communautés pour conduire une sensibilisation au sujet du traitement et de la prévention du Covid-19. CMRT



DÉFENDEZ

QUELQUE

CHOSE

OU LAISSEZ

TOUT TOMBER





L'ex-président nigérian Olusegun Obasanjo raconte pourquoi il s'est opposé aux coups d'état militaires et croit en la paix par le dialogue

Appelé affectueusement le « Baba de l'Afrique » ou le « père de l'Afrique », Olusegun Obasanjo est un officier militaire, homme d'état, pacificateur et défenseur des droits humains. Né en 1937 dans le Sud-Ouest du Nigeria, il passe plus de vingt ans dans les forces armées et atteint le grade de général (deux étoiles). Il est deux fois chef de l'état du Nigeria, la première de 1976 à 1979 et la deuxième de 1999 à 2007. En 1979, il devient le premier chef militaire africain à remettre le

pouvoir à un gouvernement civil. En 2007, il participe au premier transfert de pouvoir d'une administration civile à une autre au Nigeria. Après sa présidence, il sert de médiateur dans de nombreux conflits et conduit des efforts de surveillance des élections sur le continent. En 2021, il est nommé envoyé de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique. Il a parlé par téléphone avec ADF depuis sa résidence d'Abeokuta au Nigeria. Ses commentaires ont été modifiés pour les adapter au présent format.

ADF : Lorsque vous étiez jeune, pourquoi avez-vous décidé de servir votre pays dans les Forces armées ?

M. Obasanjo : À l'époque, les opportunités d'éducation supérieure au Nigeria étaient limitées. Vers le milieu des années cinquante lorsque je finissais mes études secondaires, le Nigeria possédait une seule université. J'ai été accepté à l'université d'Ibadan mais je n'avais pas de bourse, et donc je n'ai pas pu y aller. Puis est venue l'opportunité de continuer mes études grâce à l'armée, lorsque j'ai vu une publicité pour devenir cadet militaire. C'était une question de nécessité, d'enthousiasme et d'attrait pour quelque chose de nouveau. Je n'étais pas issu de ce que vous appellerez une famille militaire. La tradition familiale était celle des luttes intertribales, ce genre de chose. C'est cela qui distinguait ma famille. Mais personne dans ma famille n'avait rejoint l'armée avant que je le fasse. C'est ce qui m'a poussé. C'était la curiosité, l'enthousiasme et la nécessité.

ADF : Au cours de vos plus de vingt années de service militaire, y a-t-il eu un événement qui était le plus important ? Qu'est-ce qui vous a marqué ?

M. Obasanjo : Je vous mentionnerais sans doute deux choses. La première était ma formation à Accra, au Ghana. J'avais rejoint les forces armées avant l'indépendance du Nigeria et, à l'époque, nous avions ce qu'ils appelaient une école de formation pour les élèves-officiers en Afrique occidentale britannique, au Ghana. C'est là que j'ai rencontré des élèves de Sierra Leone, des élèves-officiers ghanéens, des élèves-officiers nigériens provenant de toutes les régions : des Yorubas, des Igbo, des gens du Nord. Et ce fut vraiment une expérience très

Olusegun Obasanjo (au centre) préside à la capitulation des Forces armées du Biafra pendant la guerre civile du Nigeria en 1967.

THE ASSOCIATED PRESS





Le président des États-Unis Jimmy Carter rencontre le général Obasanjo lors d'une visite officielle au Nigeria en 1978.

NARA (ADMINISTRATION DES ARCHIVES ET DES RECUEILS NATIONAUX DES ÉTATS-UNIS)



Le général Obasanjo, chef d'état du Nigeria, à Lagos en 1978

THE ASSOCIATED PRESS

importante dans ma vie. Elle était très marquante. J'ai continué en perfectionnant ma formation militaire au Royaume-Uni où il n'y avait pas seulement des étudiants africains, mais aussi des étudiants provenant du reste du Commonwealth. De façon toute précoce dans ma vie, ce fut très édifiant et un peu déterminant.

L'autre événement, et le plus important, s'est passé lorsque je suis allé participer à l'opération de maintien de la paix des Nations unies au Congo en 1960. Elle était graphique. Les leçons que j'ai tirées lors de ces premiers jours de ma formation et mon exposition précoce au service international pour le maintien de la paix en tant que très jeune officier restent ineffaçables dans mes souvenirs et dans ma vie.

ADF : *Vous vous êtes ardemment opposé aux régimes militaires du Nigeria. En fait, en 1979 vous êtes devenu le premier chef d'état militaire nigérian à transférer le pouvoir à un gouvernement civil démocratiquement élu. Qu'est-ce qui vous a poussé vers le leadership civil ?*

M. Obasanjo : C'était surtout sous l'influence de ma formation militaire. Dans la formation que j'ai reçue, les forces armées dépendent de l'autorité civile. Ceci a été inculqué dans ma propre formation et dans ma vie. Lorsque l'Afrique a commencé à être sujette à des coups d'état peu après la période d'indépendance, c'était contraire à ma formation. C'était contraire à l'éthique des forces armées. L'autre chose que j'ai constatée, c'est qu'en fait cela sape l'organisation des forces armées. L'armée est une organisation hiérarchique. Lorsque vous avez un homme qui hier était sous vos ordres mais maintenant amène son fusil au palais présidentiel et ordonne l'exécution ou l'arrestation du président ou du Premier ministre, puis devient le président militaire, cela désorganise la hiérarchie des forces armées. Cela est contraire à la camaraderie militaire. Je pense que la meilleure chose à faire, c'est ramener l'armée là où elle devrait être : dans les casernes. Je pense que nous devrions éloigner l'armée du gouvernement et nous assurer de sa bonne formation, de son bon professionnalisme, de son bon équipement. C'est ce que veulent les soldats : être prêts à servir pour soutenir l'autorité civile.

ADF : *Vous avez passé trois années en prison de 1995 à 1998 pour avoir opposé le régime militaire de Sani Abacha. Pourquoi avez-vous défendu ces principes démocratiques en sachant que vous pourriez payer un tribut tellement lourd ?*

M. Obasanjo : Si vous croyez en quelque chose, vous devez être prêt à faire des sacrifices pour cela. Vous ne pouvez pas prétendre que vous croyez en quelque chose sans être prêt à payer le prix nécessaire. Je pense que les

forces armées ne devraient pas gouverner, et j'ai agi en conséquence lorsque j'ai dû le faire. Je pense que si vous ne défendez rien, vous laisserez tout tomber. Dans une vie dédiée aux principes, à certaines normes et règles, vous devez être désireux de payer ce qu'il faut payer. En fin de compte, les faits pourraient montrer que vous avez raison, mais s'ils montrent que vous avez tort, vous devez aussi être prêt à l'accepter. Au fil des années, il semblerait que j'ai eu raison sur ce point.

ADF : *Lorsque vous avez été libéré, vous avez fait campagne en tant que civil et vous avez été élu président en 1999. En tant que président, vous avez fait du professionnalisme militaire l'une de vos premières priorités. Après être entré en fonction, vous avez forcé 93 officiers militaires à prendre leur retraite. Pourquoi était-ce important et quel est le signal que cela a envoyé aux soldats et au pays ?*

M. Obasanjo : Nous avons ce jeu de chaises musicales, où l'armée limogeait les civils, puis les civils revenaient et l'armée les limogeait à nouveau, ainsi de suite. Les gens disaient : « Écoutez, que peut-on faire pour stopper cette série de coups d'état ? » Certains disaient : « Nous pouvons écrire dans la constitution que les coups d'état sont une trahison. » Le problème avec cela, c'est que les auteurs des coups d'état savent bien que c'est une trahison. C'est pourquoi ils ne laissent rien au hasard. J'ai pensé qu'en facilitant les choses pour que les gens ne participent pas aux coups d'état, on peut s'assurer que, quelle que soit la durée de l'échéancier, les coups d'état ne seront pas bénéfiques pour ceux qui y participent ou qui en obtiennent un maximum d'avantages. Alors c'est plus facile pour les gens de ne pas vouloir de coups d'état. C'est pourquoi j'ai mis ces officiers à la retraite. Ce n'était pas parce qu'ils étaient mauvais par ailleurs : plus tard, nous avons réintégré certains d'entre eux dans les forces armées,

Le président sortant Obasanjo du Nigeria vote dans un lieu de scrutin de sa ville natale d'Abeokuta en 2007. Ces élections ont marqué le premier transfert de pouvoir d'un président civil à un autre. REUTERS



nous en avons nommé d'autres ambassadeurs, nous avons même demandé à certains autres de rejoindre des partis politiques, etc. Certains ont été démocratiquement élus gouverneurs. Mais les coups d'état ont été découragés et ils le restent aujourd'hui. L'idée, c'est que lorsque vous êtes un militaire professionnel, vous devez rester professionnel. Dédier votre vie à servir votre pays et votre peuple et à servir l'humanité de cette façon. Si à un moment quelconque vous décidez de changer de métier, vous êtes libre de le faire. Mais n'utilisez pas les forces armées et le fusil qui vous est donné pour protéger votre pays aux fins de la destruction de ce pays. Ne prenez pas en charge la direction de votre pays sous la menace des armes.

ADF : *Comment avez-vous essayé d'instituer le professionnalisme militaire au Nigeria lorsque vous étiez en fonction :*

M. Obasanjo : Du fait de mes propres antécédents de caserne, depuis le grade de sous-lieutenant à celui de général (deux étoiles), je sais ce que veut un officier militaire. Il veut être bien entraîné. Il veut être bien équipé. Il veut un logement raisonnable. Pendant notre guerre civile, l'armée nigériane est passée d'un jour à l'autre d'environ 12.000 soldats à plus d'un quart de million. L'un des plus grands problèmes était le logement et j'ai fait très attention à cela. Nous avons même acheté des matériaux préfabriqués pour pouvoir construire nos propres casernes. C'était très important. L'entraînement l'était aussi. Nous avons fait attention d'assurer une formation au Nigeria et hors du pays. Nous avons établi le premier collège d'état-major. Nous sommes aussi allés jusqu'à créer l'Institut national pour la politique et les études stratégiques, qui est en partie militaire et en partie civil. Tout cela était une façon de vraiment renforcer le professionnalisme. Une autre chose que nous avons introduite est le financement. Lorsque j'étais jeune officier, on pouvait obtenir un prêt pour acheter une voiture. J'ai rétabli cela pour que les jeunes officiers puissent acheter leur propre voiture et repayer le prêt en cinq ans. Simplement pour leur donner les choses normales de base qui existaient lorsque j'avais commencé ma carrière militaire. Elles avaient disparu lorsque les forces armées avaient participé à la guerre civile et atteint des effectifs presque incontrôlables. Tout ce qu'il fallait faire pour renforcer le bien-être et la satisfaction des officiers et des soldats était pour eux de se sentir fiers d'être des militaires.

ADF : *Vous avez de longs antécédents de médiateur et vous avez joué un rôle dans les conflits en Afrique du Sud, en Angola, au Burundi, au Mozambique, en Namibie, en République démocratique du Congo et au Tchad. En 2008, vous avez été nommé envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands Lacs. Quelles sont les aptitudes et les idées spéciales que vous essayez d'utiliser pour arbitrer les conflits ?*

M. Obasanjo : Mon éducation est particulièrement utile pour la médiation. J'ai été élevé dans une culture où la médiation est considérée comme faisant partie de la vie

et de notre expérience vécue. Nous pensons que, où que se trouvent les gens, il y aura toujours quelque chose à arbitrer, à réconcilier, à apaiser, etc. Un médiateur doit entendre toutes les parties et rester absolument neutre. Je ne dis pas que vous n'avez pas d'émotion en tant qu'être humain, mais ces émotions doivent être maîtrisées. Vous devez aussi connaître le contexte de tout problème que vous essayez d'arbitrer. Quel est l'historique ? Que s'est-il passé auparavant ? Vous devez connaître le minimum que les deux parties accepteront. Il y aura un vide et votre travail doit consister à combler progressivement ce vide. Si une partie dit « J'accepterai cinq » et l'autre demande dix, comment amener celle qui dit seulement « cinq » à dire six et celle qui dit « dix » à dire neuf ? Vous commencez à combler le vide. Nous pensons qu'un médiateur doit être patient. Quoi qu'il arrive, vous l'acceptez sans être irrité. Les gens parleront contre vous mais vous devez défendre la vérité. Les gens n'aiment pas en général entendre cela. Chaque côté souhaite penser qu'il a gagné et un bon médiateur donnera à chacun le sentiment d'avoir gagné.

ADF : *Votre carrière militaire vous a-t-elle aidé ?*

M. Obasanjo : Dans l'armée, vous apprenez qu'à la fin de presque toutes les guerres ou tous les conflits, il y a toujours une négociation, une médiation, une discussion, une réconciliation. Dans mon propre pays, nous avons mené une guerre civile où nous avons détruit le pont le plus long que nous avions, la seule raffinerie que nous avions, les deux côtés ont fait des morts. C'était une guerre que nous n'aurions jamais dû faire mais à la fin nous devons toujours nous réconcilier. La médiation exige des aptitudes basées sur l'expérience, des aptitudes que vous obtenez auprès de la culture du peuple. Dans notre région du monde, nous disons qu'un médiateur devrait être prêt à recevoir un coup de poing. Un médiateur ne doit pas prendre parti. Bien sûr, il y a certaines choses que vous

apprenez dans l'armée. Par exemple, comment traiter les prisonniers de guerre ? Ces choses que j'ai notées au cours des médiations sont aussi essentielles. Chaque groupe devrait avoir le sentiment qu'il a quelque chose à gagner. Il ne devrait pas y avoir de vainqueur ou de vaincu.

ADF : *Depuis votre départ, l'un des rôles que vous avez joués sur le continent est celui d'observateur des élections, tout dernièrement en Éthiopie. Pourquoi la surveillance des élections est-elle importante pour vous ?*

M. Obasanjo : La surveillance des élections donne, en particulier à l'opposition, le sentiment que tout va bien se passer. Elle déclare que le groupe ou le parti au pouvoir ne va pas ignorer les circonstances. Elle encourage la paix et la crédibilité des élections.

Bien entendu, il n'existe pas d'élection qui puisse être jamais considérée comme absolument parfaite. Peu importe si la mission des observateurs est étendue ou méticuleuse, il y aura toujours des choses qu'ils ne pourront pas voir. Mais il y a un sentiment dans le pays selon lequel les missions des observateurs sont engagées : si les choses tournent mal, ces gens les dénonceront. Je dis toujours aux pays où je me rends pour les missions d'observateur d'élection : « Nous sommes des observateurs ; nous ne sommes pas des interventionnistes. Nous rapporterons ce que nous avons vu, mais nous ne sommes pas des juges. » Nous offrons aussi des suggestions et des recommandations sur la façon d'améliorer les choses. Dans certains cas, cela fonctionne. Au début, je ne voulais pas aller en Éthiopie. Je me demandais : « À quoi va servir une élection ? » L'ambassadeur Moussa Faki, président de l'UA, m'a appelé et je lui ai dit « Je suis peu enclin. » Il m'a demandé « À quoi voudriez-vous que serve une élection en Éthiopie ? » J'ai répondu : « Je voudrais qu'elle ouvre la voie à des négociations. Qu'elle ouvre la voie à des discussions entre les Tigréens et le gouvernement central et entre les différents groupes éthiopiens. » Et l'ambassadeur m'a

« Un médiateur ne doit pas prendre parti. ... Chaque groupe devrait avoir le sentiment qu'il a quelque chose à gagner. Il ne devrait pas y avoir de vainqueur ou de vaincu. »

M. Obasanjo dirige une mission de l'Union africaine pour observer les élections en Éthiopie.

AGENCE ANADOLU/GETTY IMAGES





Des soldats défilent dans Abuja le 12 juin 2019 pendant la célébration de la Fête de la Démocratie au Nigeria. Cette date commémore l'anniversaire des premières élections libres du Nigeria. AFP/GETTY IMAGES

« Je pense que nous nous en sortirons ensemble plutôt que de nous noyer individuellement. Ce dont nous avons besoin n'est pas hors de portée. Nous devons réaliser que le monde dans lequel nous vivons ne va pas tout nous donner sur un plateau d'or. Nous devons lutter. »

dit : « Eh bien, c'est pour cela que vous devriez accepter cette responsabilité. Si vous êtes là-bas, vous pourriez être capable de les encourager à le faire. » C'est la raison pour laquelle j'y suis allé et, dans une certaine mesure, il avait raison. Bien que nous ne soyons pas encore au point où nous devrions être en Éthiopie, je crois qu'après les élections tout le monde est plus ou moins désireux de parler. Une mission d'observateur des élections ne résout pas tous les problèmes mais elle peut être utile, mettons-la en œuvre.

ADF : *Alors que l'Afrique émerge de la pandémie du Covid-19, quel est votre plus grand espoir pour cette génération de leaders du secteur de la sécurité et de leaders civils ? Comment devraient-ils saisir cette opportunité ? Avez-vous des conseils ?*

M. Obasanjo : Il existe un certain nombre de choses à l'avenir et il y a des outils pour nous guider. Nous avons la Vision pour l'Afrique 2030 de l'ONU ; nous avons le programme l'Afrique que nous voulons en 2063. Nous avons des défis qui existent pour nous tous. Nous avons le défi du changement climatique, les défis de sécurité dans toute l'Afrique, le terrorisme local, le terrorisme

international, la mauvaise gestion de nos économies, la mauvaise gouvernance et, en plus de tout, nous avons la pandémie de Covid-19. Que puis-je dire ? Bien que les choses paraissent sombres, si nous œuvrons ensemble nationalement, régionalement et sur l'ensemble du continent, je pense que nous nous en sortirons ensemble plutôt que de nous noyer individuellement. Ce dont nous avons besoin n'est pas hors de portée. Nous devons réaliser que le monde dans lequel nous vivons ne va pas tout nous donner sur un plateau d'or. Nous devons lutter. Nous devons faire savoir au monde que nous faisons partie de ce monde et que nous travaillerons dur pour obtenir ce dont nous avons besoin. Nous pouvons le faire ensemble au sein de nos communautés, ensemble dans notre nation et ensemble sur le continent. Il doit exister un partenariat en Afrique, une intégration en particulier sur le plan économique et un partenariat entre l'Afrique et le reste du monde. Les jeunes doivent réaliser que personne ne devrait leur dire qu'ils sont les leaders de demain. Moi, je leur dirais « votre leadership commence aujourd'hui ». Sinon, certains vont détruire leur avenir. Ils doivent en faire partie aujourd'hui, pour que leurs lendemains ne soient pas détruits. □



FAITES

FLEURIR

LA DÉMOCRATIE

DANS UNE PÉRIODE DE TROUBLES, LES FORCES ARMÉES PEUVENT PROTÉGER LES TRANSITIONS FRAGILES VERS LA DÉMOCRATIE

PERSONNEL D'ADF

Les manifestations du Printemps arabe ont balayé l'Afrique du Nord et le Proche-Orient au début des années 2010, lorsque les peuples se sont soulevés contre des années d'autocratie. Ces manifestations ont produit tout un éventail de résultats, depuis le chaos durable en Libye jusqu'à la séduction d'un régime démocratique dans l'Égypte voisine.

La portée du Printemps arabe s'est étendue à Bahreïn, aux Émirats arabes unis et au Yémen. Elle a allumé la mèche qui a causé l'explosion de la guerre civile sanglante syrienne, qui persiste encore.

Mais en Tunisie, nation de 12 millions d'habitants nichée entre l'Algérie et la Libye, les choses se sont passées différemment. Ces différences peuvent être attribuées en grande partie aux caractéristiques des forces armées tunisiennes et à la façon dont elles ont répondu aux manifestations. Les décisions prises par les commandants au moment crucial ont aidé à éloigner le pays d'un régime autocratique vers ce qui est depuis lors une démocratie relativement stable, quoiqu'imparfaite.

L'exemple de la Tunisie peut fournir une carte routière précieuse pour les autres armées. Lorsqu'un pays se trouve à l'orée de la démocratie, la façon dont ses forces armées répondent, ou choisissent de ne pas répondre, peut faire une différence cruciale.

« Qu'est-ce qui fait la différence entre un transfert démocratique et une transition mort-née ? C'est l'objet de la loyauté des forces armées », ont écrit le Dr Nathaniel Allen du Centre africain pour les études stratégiques et le Dr Alexander Noyes, politologue à la Rand Corp., en 2019. « Lorsque les forces de sécurité soutiennent le parti politique d'un dictateur plutôt que l'opposition, comme c'était le cas au Togo ou au Zimbabwe, l'ancien régime reste au pouvoir par coup d'état ou avec des élections frauduleuses. Mais lorsque les forces de sécurité renversent le régime sortant, comme au Soudan ou en Algérie, ou lorsqu'elles restent en marge, comme en Éthiopie ou en Angola, il existe des opportunités de transformer le système politique grâce à

des élections vraiment libres, pacifiques et équitables. »

L'EXPÉRIENCE DE LA TUNISIE

Les forces armées tunisiennes ont fini par faire le meilleur choix pour les habitants et pour les chances de démocratie en 2011. Mais peut-être la chose la plus fascinante est la motivation de ce choix.

La taille, la structure et la connexion des forces armées au régime du président de l'époque, Zine el-Abidine Ben Ali, offrent une perspective. Alors que les manifestations commençaient en décembre 2010, les forces armées tunisiennes peu nombreuses (environ 40.000 soldats en uniforme) étaient essentiellement déconnectées du régime de M. Ben Ali parce que ce président autocratique avait créé un système dans lequel la force nationale de police et les gardes présidentiels et nationaux détenaient la majorité du pouvoir.

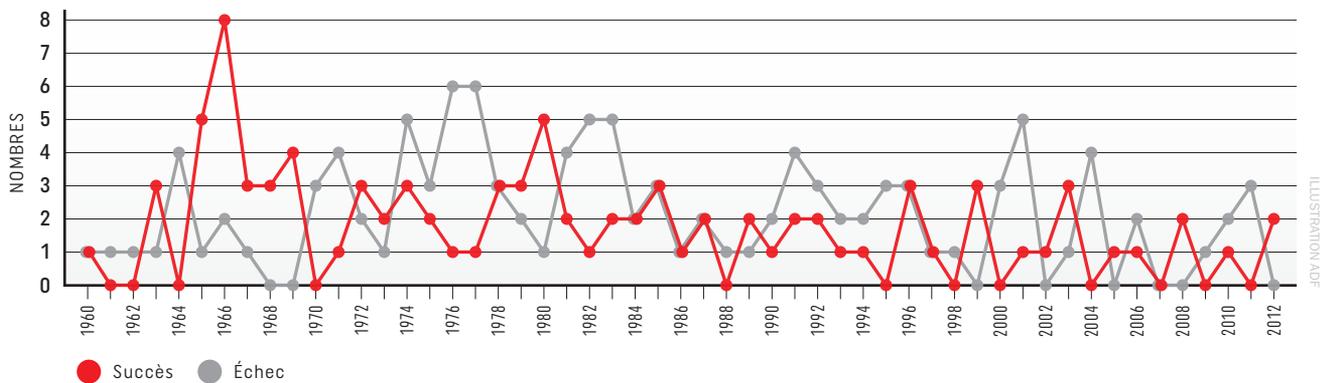
Cet éloignement a œuvré contre le régime lorsque



Des manifestants tunisiens brandissent des torches à Tunis pour célébrer le septième anniversaire du soulèvement qui a renversé le président Zine el-Abidine Ben Ali et lancé le Printemps arabe.

AFP/GETTY IMAGES

TENDANCES DES COUPS D'ÉTAT MILITAIRES EN AFRIQUE, 1960 à 2012



Source : Banque africaine de développement

les soldats ont refusé de se placer entre les manifestants et M. Ben Ali, lequel abandonna le pouvoir et s'enfuit du pays en janvier 2011. Plus de dix ans plus tard, le Dr Sharan Grewal appelle le Printemps arabe tunisien la « seule histoire à succès » puisque la Tunisie a réussi à préserver sa démocratie, bien qu'elle semble ténue.

M. Ben Ali et son prédécesseur Habib Bourguiba s'étaient appuyés sur un système de sécurité fragmenté qui éloignait les forces armées du régime en faveur des autres forces de sécurité, a écrit le Dr Grewal du Collège de William & Mary aux États-Unis pour la Brookings Institution en janvier 2021.

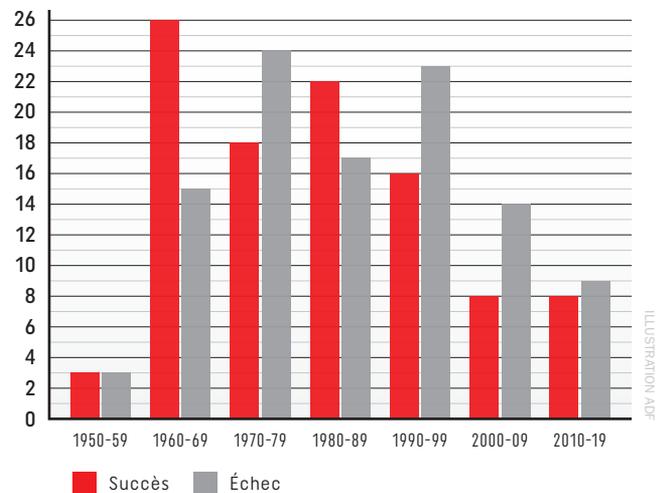
« Ce déséquilibre a été un avantage majeur pendant la révolution et la transition, lorsque l'armée marginalisée n'a pas défendu M. Ben Ali et a permis par la suite à la transition de se produire sans aucun intérêt particulier, écrit-il. En outre, le déséquilibre signifie que, sans l'armée, les forces de sécurité intérieure ne pouvaient pas préserver toutes seules M. Ben Ali ou organiser un coup d'état et enrayer la transition en 2013. »

En bref, l'armée a aidé à dynamiser la révolution et la marche du pays vers la démocratie en rejetant sa propre marginalisation, qui durait depuis longtemps. M. Ben Ali et son prédécesseur, comme l'a écrit le Dr Grewal pour le Carnegie Endowment en février 2016, ont gardé les soldats dans leurs casernes, manquant de ressources et d'équipement, loin des leviers du pouvoir politique et économique.

« Ce manque d'intérêts personnels leur a permis de surmonter rapidement le renversement de M. Ben Ali en janvier 2011, puis de se tenir beaucoup plus éloignés des développements de la politique nationale comparé aux autres forces armées de la région », écrit le Dr Grewal pour Carnegie.

Lorsque M. Bourguiba était au pouvoir, il a fini par s'appuyer davantage sur le personnel militaire pour la sécurité, et certains d'entre eux ont assumé un rôle plus politique. Mais M. Ben Ali, ex-général de brigade, a commencé son ascension en assumant des postes politiques civils et a fini par éliminer M. Bourguiba lors du coup d'état en douceur de 1987.

COUPS D'ÉTAT MILITAIRES EN AFRIQUE PAR DÉCENNIE



Sources : Recherches de l'université du Kentucky et de l'université de la Floride centrale ; publiées le 2 juin 2021 par la BBC

« Bourguiba n'aimait pas l'armée mais il la respectait », a déclaré au Dr Grewal le général Saïd el-Kateb (à la retraite), ex-chef d'état-major des forces armées. « Sous Bourguiba, l'armée était mieux traitée que la police en ce qui concerne le budget, l'équipement et la formation. Sous Ben Ali, le budget alloué à la police était plus élevé que celui de l'armée ; le nombre d'officiers de police a augmenté considérablement. Nous pouvions constater notre marginalisation. »

LE POUVOIR DES FORCES ARMÉES

Les commandants militaires tunisiens auraient pu ordonner aux soldats de se rendre dans la rue pour éradiquer violemment la rébellion civile dès le début. Au lieu de cela, les troupes ont soutenu le peuple et, finalement, la démocratie. Aujourd'hui, la Tunisie a selon le Dr Grewal « l'une des constitutions les plus progressives du monde » et continue son long périple compliqué vers



Les fleurs d'un manifestant tunisien sont placées dans le canon d'un fusil de soldat pendant les manifestations de janvier 2011. GETTY IMAGES

la consolidation de la démocratie.

Malheureusement, certaines forces armées d'Afrique n'ont pas agi de la même façon que la Tunisie. L'histoire récente indique de nombreux exemples de forces armées qui prennent de mauvaises décisions concernant l'intervention dans les affaires politiques. Les antécédents de coup d'état du continent en sont la preuve.

Selon la Banque africaine de développement (AfDB), il y a eu plus de 200 coups d'état militaires entre le début des mouvements d'indépendance en 1960 et 2012. Environ 45 % ont réussi et ont conduit à un changement de pouvoir au sommet. L'étude a examiné 51 pays africains, et seulement dix d'entre eux n'ont jamais subi de coup d'état militaire réussi, ni même de tentative ou de complot de coup d'état militaire pendant cette période. Ils sont l'Afrique du Sud, le Botswana, le Cap-Vert, l'Égypte, l'Érythrée, le Malawi, Maurice, le Maroc, la Namibie et la Tunisie. Depuis lors, l'Égypte a été sujette à un coup d'état militaire.

L'étude de l'AfDB a montré que, pendant cette même période, 80 % des pays étudiés avaient été l'objet d'au moins un coup d'état, réussi ou non. Près des deux tiers (61 %) avaient subi entre deux et dix tentatives de coup d'état militaires.

Lorsque les forces armées s'ingèrent dans la politique d'un état démocratique, elles foulent au pied la souveraineté du peuple, écrit Craig Bailie, maître de conférences en science politique à l'université Stellenbosch d'Afrique du Sud, pour l'African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD, Centre africain pour la résolution constructive des litiges).

Les forces armées d'Afrique « doivent connaître, comprendre et accepter » leur place en politique. « Ceci conduira à ce que les experts en relations civilo-militaires appellent le "contrôle démocratique" de l'armée, écrit-il. Sans l'acceptation par l'armée des principes du contrôle démocratique, la démocratie ne peut pas exister. »

Le Dr Naison Ngoma, vice-chancelier de l'université Copperbelt en Zambie, a résumé les principes et les responsabilités généralement acceptés des forces armées professionnelles dans « Relations civilo-militaires en Afrique : avancer en terrain inconnu » pour la Revue sur la sécurité africaine de l'Institut pour les études de sécurité. Les forces armées doivent :

- Rendre des comptes aux autorités civiles, à la société et aux agences de supervision appropriées.

LA FORMATION EXTERNE ET LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS SONT TRÈS EFFICACES POUR PRIORISER LA RESPONSABILITÉ, L'INTÉGRITÉ FINANCIÈRE ET LES DROITS HUMAINS AU LIEU DE LA FORMATION ET LA FOURNITURE DE MATÉRIEL.



Un soldat zimbabwéen salut les civils à Harare après la démission de Robert Mugabe, président de longue date, en novembre 2017. Les forces armées ont chassé M. Mugabe et aidé à installer un autre chef civil. AFP/GETTY IMAGES

- Se conformer aux lois nationales et internationales.
- Conduire leur planification et budgétisation de façon transparente.
- Respecter les droits humains et défendre la civilité culturelle.
- Se soumettre au contrôle politique en matière opérationnelle et financière.
- Consulter régulièrement la société civile.
- Se comporter de façon professionnelle.
- Soutenir la paix et la sécurité collaboratives.

« Bien que la conformité à ces principes ne soit pas toujours facile, les CMR [relations civilo-militaires] en Afrique ont avancé dans la direction de l'observation de ces principes et continueront à le faire, écrit le Dr Ngoma. Il est donc essentiel pour les forces armées africaines d'inclure des programmes d'éducation civique à tous les niveaux d'éducation et de formation afin d'obtenir une meilleure compréhension de ces principes et un meilleur engagement avec eux. »

QU'EST-CE QUI INCITE LA LOYAUTÉ DE L'ARMÉE ?

Les Dr Allen et Noyes identifient cinq éléments qui peuvent indiquer comment les forces armées se comporteront pendant une transition potentielle vers la démocratie, pour déterminer si elles la soutiendront ou œuvreront contre elle.

Premièrement, plus les manifestations populaires sont inclusives, pacifiques et généralisées, moins il est probable que les soldats réagiront violemment contre elles. Si les manifestants sont unis sur les plans économiques, ethniques et religieux, les armées seront moins à-même de les réprimer, en particulier si les non-gradés sont représentatifs de la société. Tel était le cas en Algérie, en Éthiopie et au Soudan.

Deuxièmement, si les forces militaires sont généralement représentatives de la population et sont recrutées et promues selon leur mérite, il est probable qu'elles soutiendront les transitions démocratiques.

Un point crucial proposé par les Dr Allen et Noyes est que les forces armées agissent souvent dans leur propre intérêt. Les budgets, les salaires, les équipements, les conditions de vie, etc., peuvent avoir de l'influence. La marginalisation de l'armée tunisienne en faveur des autres forces de sécurité en est un exemple. Les soldats n'ont pas pensé qu'ils devaient intervenir contre le public. De même, le régime Ben Ali n'a pas dépendu d'eux et ne les a pas déployés pour sa défense.

Ce sentiment d'intérêt propre possède un double tranchant. Au Zimbabwe par exemple, l'armée est étroitement alignée aux responsables politiques. Bien qu'elle ait renversé le dictateur Robert Mugabe en 2017 après 37 ans au pouvoir, l'armée a installé un autre civil avec lequel elle avait des liens étroits.

« Ceci lui a permis de conserver son accès aux revenus tout en évitant les répercussions politiques qui auraient accompagné leur maintien continu au



Un manifestant soudanais contre le régime embrasse un soldat près du quartier général militaire de Khartoum en avril 2019, le jour où le président autocratique Omar el-Beshir a été renversé par un coup d'état. AFP/GETTY IMAGES

pouvoir », écrit le professeur Bailie pour ACCORD.

Emmerson Mnangagwa, choisi par l'armée pour remplacer M. Mugabe, a évité de justesse un deuxième tour de scrutin lors des élections contestées de 2018.

Les chefs politiques peuvent aussi s'appuyer sur leurs connexions personnelles aux forces militaires en utilisant des concessions et des encouragements pour aider à inciter les chefs militaires récalcitrants à soutenir des réformes plus démocratiques. Ceci a été le cas récemment en Éthiopie où le Premier ministre Abiy Ahmed a institué un certain nombre de changements, y compris la fin de la loi martiale, la libération des prisonniers politiques et l'assouplissement des relations avec l'Érythrée voisine. M. Ahmed est un ex-colonel de l'armée. De même, l'opposition civile doit pouvoir communiquer efficacement avec les forces de sécurité.

« Les groupes d'opposition au Soudan ont aidé à mettre fin au régime [du président Omar el-] Beshir en partie en faisant directement appel aux forces de sécurité et en évitant la violence, en restant unis et en organisant des occupations pacifiques devant le quartier général militaire », écrivent les Dr Allen et Noyes.

Finalement, la formation externe et le développement des capacités sont très efficaces pour prioriser la responsabilité, l'intégrité financière et les droits humains au lieu de la formation et la fourniture de matériel.

Le chemin entre la tyrannie et la démocratie n'est pas facile. La Tunisie a toujours des difficultés pour consolider pleinement ses réformes démocratiques durement obtenues. Le Soudan est au bord d'un précipice précaire plus de deux ans après avoir renversé un dictateur ; il pourrait toujours facilement sombrer dans le chaos. Les forces armées africaines basées sur le professionnalisme, la formation appropriée et la protection du public, et non pas en servant un régime, sont les mieux placées pour soutenir toute transition réussie vers la démocratie. □



ILLUSTRATION D'ADF

LE TYRAN EST DEVENU OFFICIER ET GENTILHOMME

COMMENT LES FORCES
ARMÉES DU GHANA ONT
ABANDONNÉ LES COUPS
D'ÉTAT ET ADOPTÉ LE
PROFESSIONNALISME

DR HUMPHREY ASAMOAH AGYEKUM
PHOTOS PAR AFP/GETTY IMAGES

EN AFRIQUE, les interventions militaires en politique sont une menace perpétuelle. Au cours des dernières années, les militaires ont organisé des coups d'état en Guinée, en Guinée-Bissau, deux fois au Burkina Faso et deux fois au Mali. Mais depuis près de quarante ans, le Ghana reste un îlot de stabilité relative en Afrique de l'Ouest. Les membres des Forces armées du Ghana (GAF) ont été félicités pour leur haut niveau de professionnalisme et leur nature apolitique. Ce qui soulève la question suivante : comment les GAF réussissent-elles à éviter de participer à des coups d'état ?

La réponse est multidimensionnelle. Pour comprendre le nouveau professionnalisme de l'armée ghanéenne, nous devons examiner comment il a été créé et étudier les antécédents destructifs à l'origine de son émergence. Les informations de cet article sont basées sur des entretiens face à face avec des soldats et des ex-soldats des GAF.

L'EFFONDREMENT DE L'ORDRE MILITAIRE

Dans les années qui suivirent son indépendance, le Ghana a été l'un des pays du monde les plus sujets aux coups d'état. Pendant cette période, les soldats ont orchestré et exécuté cinq coups d'état réussis, et beaucoup plus de tentatives qui ont échoué. Ces événements

ont non seulement renversé des gouvernements démocratiquement élus, mais ils ont aussi provoqué des troubles sociaux et des violations des droits humains. Presque tous les niveaux des GAF ont été tentés par les coups d'état. Ceux de 1966, 1972 et 1978 ont été organisés par des officiers militaires de haut rang, des colonels, des généraux de brigade et plus haut encore. En revanche, les officiers subalternes et les militaires des autres rangs ont organisé les coups d'état de 1979 et 1981, ce qui a conduit à l'effondrement temporaire de la hiérarchie et des structures de commandement des GAF.

Le 4 février 1982, le barreur et deux officiers de marine ont été assassinés à la base navale de Sékondi. Un commodore à la retraite qui était à l'époque officier subalterne et qui a échappé de justesse à l'assassinat se souvient du chaos qui régnait. « Les assassinats ont provoqué des ondes de choc dans les forces armées, déclare-t-il. Tout le monde avait peur de perdre la vie, en particulier les officiers, parce que nous savions que le régime ne ferait rien pour nous puisqu'il s'appuyait fortement sur les autres rangs pour rester au pouvoir. »

C'était un point bas dans l'histoire des GAF. La peur associée aux meurtres a conduit à un effondrement temporaire de l'ordre dans les casernes, car les officiers et autres supérieurs hiérarchiques n'osaient pas discipliner les soldats. En même temps, les officiers subalternes et les autres rangs n'étaient pas capables de maintenir les normes disciplinaires et professionnelles de l'armée.

DES VALEURS MILITAIRES

Après les assassinats de Sékondi, il était évident qu'un changement était nécessaire. Pour que les GAF deviennent une organisation professionnelle, il fallait qu'elles



Des soldats sont assis près de la Commission électorale à Accra (Ghana) le 8 décembre 2020 alors que les Ghanéens attendent les résultats des élections présidentielles et parlementaires.

« L'ARMÉE EST AXÉE SUR LA DISCIPLINE ; ELLE EST LE
SOCLE, LA FONDATION DE TOUTE FORCE ARMÉE. SANS
LA DISCIPLINE, IL N'Y A PAS D'ARMÉE. »





réintroduisent et mettent en application la discipline et la hiérarchie. C'était une entreprise complexe incluant l'émission de directives du leadership et de performance de la hiérarchie, mais elle a aussi conduit à l'établissement de ce qui est appelé la philosophie avec un « visage humain ».

En 1983, le Conseil national provisoire de Défense (PNDC) a nommé le général Arnold Quainoo pour superviser le rétablissement des GAF. Le général, surnommé le « soldat buffle » pour son style fortement disciplinaire, avait la confiance de ses subordonnés. Il a immédiatement exigé un comportement professionnel de la part de ses soldats. Il a encouragé les officiers à démontrer leur leadership en commandant leurs hommes et il a interdit aux officiers d'utiliser les soldats pour des tâches non militaires telles que le lavage et le nettoyage des uniformes de leurs supérieurs. Ces interventions ont marqué le début du rétablissement de l'ordre.

« L'armée est axée sur la discipline ; elle est le socle, la fondation de toute force armée. Sans la discipline, il n'y a pas d'armée », a déclaré un général à la retraite. En d'autres termes, pour que la hiérarchie et les structures internes de l'armée fonctionnent correctement, la discipline devait être restaurée. Ceci a été fait en partie en éliminant les groupes au sein de l'armée qui étaient identifiés comme une source d'indiscipline, tels que la Compagnie des leaders cadets, les garde-frontière et les athlètes des Super Stars 1974, recrutés pour les compétitions sportives au nom de l'armée. Les Forces armées ont aussi introduit un forum pour exprimer les doléances, appelé le « durbar mensuel », une restructuration du système judiciaire militaire et un renforcement des demandes pour adopter les valeurs militaires.

Pendant cette période, chaque fois que le leadership militaire visitait une base, le commandant organisait une réunion avec les officiers et les hommes, lesquels mettaient en scène une démonstration de la hiérarchie et l'autorité militaires. Le général Quainoo, entouré d'officiers, démontrait dramatiquement son autorité et il était évident qu'il anticipait qu'elle soit mise en œuvre dans les divers bataillons et régiments.

Dans ses allocutions, il soulignait qu'un « soldat agit toujours sous l'autorité d'un officier et un soldat respecte ses supérieurs et la hiérarchie », selon un général à la retraite qui servait dans l'armée à cette époque.

Le leadership militaire soulignait aussi que les soldats devaient obéir aux règles et à la réglementation. Ce sont les valeurs qui leur avaient été inculquées pendant leur formation au Centre d'entraînement des recrues et aux académies militaires. Le leadership a signalé que les soldats qui manquaient de défendre ces valeurs cessaient d'être soldats et devenaient des rebelles. « Je ne permettrai pas à l'armée que je commande de se transformer en groupe de rebelles », a dit le général Quainoo, selon les gens qui servaient dans l'armée à l'époque.

Ces démonstrations ont montré aux soldats ce que leur demandait le leadership militaire en termes de discipline, respect de l'autorité et professionnalisme. Ceci est devenu la première étape fondamentale de la transformation des GAF.

LA PHILOSOPHIE AVEC UN VISAGE HUMAIN

Après les interventions initiales du leadership militaire au cours de plusieurs années, d'autres étapes sont devenues nécessaires. Un grand nombre d'officiers de



Des soldats assistent aux obsèques de Kofi Annan, diplomate ghanéen et ancien secrétaire général des Nations unies.

haut rang bien qualifiés qui n'acceptaient pas l'ingérence de l'armée dans la politique ont démissionné volontairement ou ont été limogés au début des années 80, en laissant un vide dans le leadership et le savoir. « Essentiellement, nous n'étions pas une force armée qui fonctionnait, et encore moins une force professionnelle », a déclaré un major-général à la retraite qui servait dans l'armée pendant cette période. Dans un effort de stabilisation des forces armées, le PNDC a nommé le général Winston Mensah-Wood en 1990. Il lui est attribué la création de la philosophie avec un visage humain, qui a été cruciale pour améliorer le professionnalisme des GAF. La philosophie avec un visage humain est considérée comme l'antidote du modus operandi visant à « obéir avant de se plaindre », lequel était prédominant pendant de nombreuses années dans les casernes.

La philosophie avec un visage humain suit une approche à la gestion militaire axée sur l'homme. Comparé à l'approche rigoureuse précédente, la philosophie avec un visage humain reconnaît que la punition n'est pas toujours la bonne réponse. La philosophie commence par reconnaître que le soldat est un être humain qui devrait être approché avec empathie et soutien. « L'armée est une institution humaine, avec des gens qui y travaillent. Nous devons les traiter en tant que tels pour obtenir le meilleur de notre personnel », déclare un officier militaire ghanéen des relations publiques.

La mise en œuvre de la philosophie avec un visage humain a exigé que les forces armées ghanéennes ajustent leurs pratiques de recrutement. Après l'indépendance du Ghana et jusqu'au début des années 90,

une majorité du personnel non gradé tel que les simples soldats, les caporaux, les adjudants et les sergents était constituée de soldats qui étaient partiellement ou entièrement illettrés. Puisque ces soldats ne pouvaient ni lire ni écrire, des défilés devaient être organisés pour la lecture des instructions hebdomadaires. Un ex-adjudant remarque : « Les soldats connaissaient bien leurs tâches, telles que les exercices, les affectations de sentinelle, la formation et autres, mais de façon plus générale la signification implicite de la profession de soldat servant la société était ignorée par la plupart. Souvenez-vous qu'ils avaient été recrutés en majorité à l'époque coloniale. Ils avaient un type différent d'entraînement et ils étaient donc très obéissants et ne critiquaient rien du tout. » Cette génération précédente de soldats, qui étaient souvent surnommés « Buga-Buga » (expression haoussa signifiant « exercer une force »), était réputée brutale, rude et grossière. Un changement de philosophie nécessitait un processus plus rigoureux pour recruter un personnel de haute qualité et améliorer les normes de l'éducation militaire.

L'ÉDUCATION

L'éducation militaire professionnelle a commencé comme moyen d'attirer un personnel de haute qualité vers les GAF, mais cette éducation a évolué de façon à améliorer les normes professionnelles de l'institution.

Depuis le début des années 80, la poursuite des certificats d'enseignement supérieur est devenue normale dans les casernes. La justification de cette politique se trouve dans un rapport publié par le leadership militaire, selon lequel « la sophistication sans cesse améliorée des armes et des équipements modernes, leur application et leur emploi exigeront définitivement des troupes ayant des qualifications éducationnelles plus hautes. Il faut donc donner aux troupes l'opportunité d'élargir leur éducation. »

Ensuite, les GAF ont commencé à recruter seulement des personnes diplômées du secondaire dans leurs rangs, tout en éliminant progressivement celles recrutées à la fin du colonialisme.

Comme conséquence, cette politique a contribué au professionnalisme des forces armées du Ghana. « Le niveau individuel d'éducation des soldats a augmenté dramatiquement. La mentalité des soldats a changé. Pour pouvoir faire quoi que ce soit ici, vous devez aujourd'hui être éduqué, déclare un lieutenant. Nos soldats sont passés de l'analphabétisme à l'alphabétisme partiel, puis à l'alphabétisme total. »

Les établissements d'enseignement tels que l'université du Ghana, l'Institut ghanéen pour la gestion et l'administration publique, le Collège de commandement et d'état-major des Forces armées du Ghana et le Centre international de formation de maintien de la paix Kofi Annan ont été cruciaux pour effectuer cette transformation.

L'accent mis sur l'éducation a aussi contribué au changement de perspective des soldats ghanéens sur leurs fonctions et sur les coups d'état. Auparavant, les soldats faisaient ouvertement de la politique et parfois conspiraient dans les casernes pour effectuer des coups d'état. Aujourd'hui, de telles activités ont été éradiquées à cause des pratiques de recrutement et de formation. En outre, les commandants approchent leurs subordonnés de façon plus polyvalente. Contrairement au passé où les soldats étaient durement punis pour des infractions mineures aux codes de conduite, la philosophie avec un visage humain exige que les circonstances personnelles des soldats soient prises en compte. En fonction des circonstances, les commandants peuvent choisir d'émettre une réprimande plutôt qu'une punition sévère.

En bref, il y eut un changement, d'une approche rigide à une plus souple, en même temps que l'éducation a contribué à améliorer la compréhension par les soldats de leurs rôles et de leurs responsabilités envers la société.

LE MAINTIEN DE LA PAIX

Le Ghana a une fière histoire de maintien de la paix et a contribué aux missions de l'ONU depuis les années 60. Il est typiquement l'un des dix premiers pays contributeurs mondiaux de soldats, avec 2.000 à 3.000 casques bleus déployés dans le monde à un moment quelconque. Ceci encourage le professionnalisme des forces armées ghanéennes de plusieurs façons. Premièrement, les responsables fournissent une précieuse formation avancée précédant le déploiement et un équipement moderne.

La formation avant déploiement est fournie par la communauté internationale, telle que l'Union européenne et les États-Unis, qui ont fait don de plusieurs millions de dollars sous forme d'entraînement et d'équipement. En outre, le Ghana a adopté le maintien de la paix comme moyen de fournir aux soldats une formation continue pendant toute leur carrière. « Le maintien de la paix est une bonne chose pour nous, déclare un capitaine de groupe. Lorsque nous sommes déployés, nous obtenons une "formation sur le terrain". Les Nations unies nous donnent une formation dans le théâtre. Ceci améliore notre professionnalisme alors que nous gagnons de nouvelles connaissances que nous pouvons ensuite utiliser lorsque nous revenons. »

Le maintien de la paix expose aussi les gardiens de la paix ghanéens à de nouvelles idées sur le métier de soldat, par exemple « la lutte contre les insurgés mais aussi les normes des droits humains », déclare un lieutenant-colonel. Le maintien de la paix a changé le point de vue des soldats ghanéens sur les coups d'état et la guerre du fait de leur exposition aux effets que le conflit a sur les sociétés où ils sont déployés. Selon un vétéran de plusieurs missions : « La guerre est dure. C'est quelque chose que vous ne souhaitez pas dans votre pays. » Le domaine du maintien de la paix est donc un forum pour gagner des connaissances militaires vitales, des idées et une expérience sociale. Ceci a contribué à façonner le professionnalisme des forces armées du Ghana en exposant les soldats à la façon dont les autres armées sont gérées.

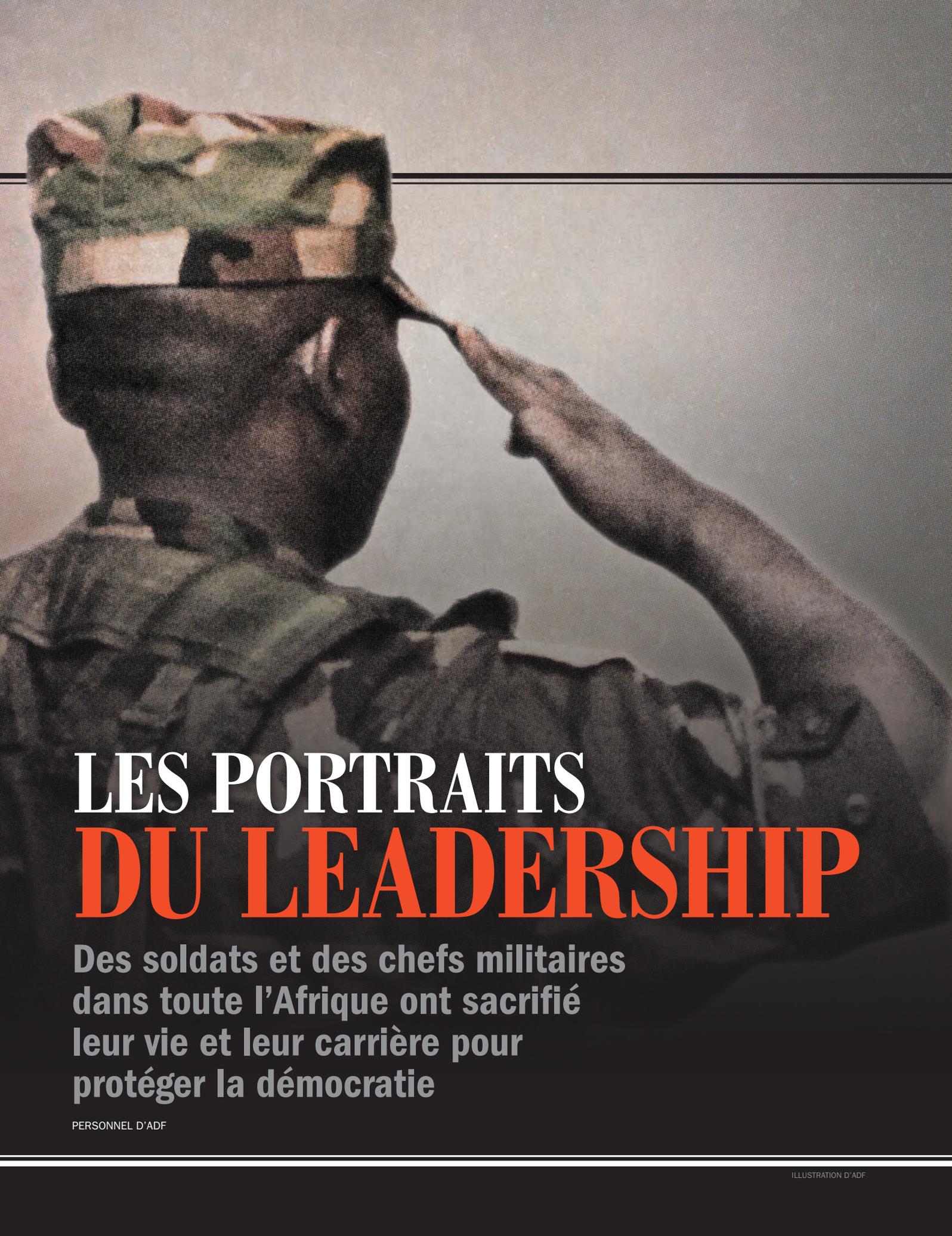
LA DUPLICATION DU MODÈLE GHANÉEN

Les forces armées du Ghana ont été en crise dans la période suivant l'indépendance à cause de leur participation dans les coups d'état et dans la politique. Ces activités ont réduit la discipline et sapé le professionnalisme militaire. Pour restaurer l'institution, l'armée a lancé un certain nombre de mesures importantes, telles que l'accent mis sur les valeurs militaires, la création de la philosophie avec un visage humain et les déploiements de maintien de la paix. Parmi toutes ces mesures, il a été crucial d'attirer un personnel éduqué au sein des forces armées. Il n'existe pas de plan directeur pour transformer une armée qui viole les droits des citoyens et participe aux coups d'état en force combattante professionnelle. Mais l'expérience du Ghana montre que les forces armées doivent investir dans le recrutement, l'éducation et le développement de leurs soldats. Ceci leur a permis de développer une culture militaire qui cherche à servir le pays plutôt qu'à l'abuser. □



AU SUJET DE L'AUTEUR

Le Dr Humphrey Asamoah Agyekum est un chercheur postdoctoral au département des sciences politiques de l'université de Copenhague (Danemark), où il se concentre sur la sécurité maritime et gère le projet « Analyse de la (l'in) sécurité maritime dans le golfe de Guinée ». Il est l'auteur de « Le tyran est devenu officier et gentilhomme : comment les notions de professionnalisme et de civilité ont transformé les Forces armées du Ghana ».

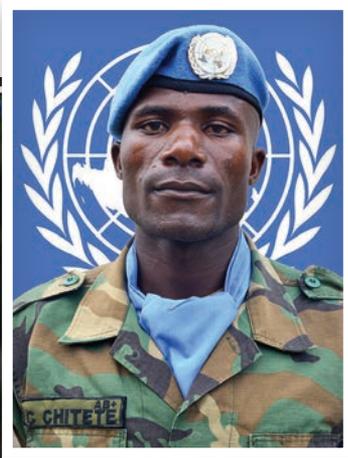


LES PORTRAITS DU LEADERSHIP

**Des soldats et des chefs militaires
dans toute l'Afrique ont sacrifié
leur vie et leur carrière pour
protéger la démocratie**

PERSONNEL D'ADF

ILLUSTRATION D'ADF



Le soldat Chancy Chitete du Malawi NATIONS UNIES



Le secrétaire général des Nations unies António Guterres s'exprime lors d'une cérémonie rendant hommage au gardien de la paix Chancy Chitete en mai 2019. La veuve de M. Chitete, Lachel Chitete Mwenechanya, est à droite.

ESKINDER DEBEBE/NATIONS UNIES

Le caporal tanzanien Ali Khamis Omary participait à la mission de maintien de la paix des Nations unies en République démocratique du Congo, essayant d'enrayer la propagation de l'Ebola. Ses collègues et lui avaient été envoyés dans un camp de la région Est du pays pour une mission conjointe avec les gardiens de la paix du Malawi.

Les rebelles ont attaqué le caporal Omary et les autres gardiens de la paix le 14 novembre 2018. Il a reçu une balle dans la jambe et le soldat malawien Chancy Chitete s'est précipité pour l'aider en administrant les premiers secours pour lui sauver la vie.

Chancy Chitete a traîné le caporal pour le mettre à l'abri du danger, malgré les tirs de l'ennemi. Ce faisant, Chancy Chitete a reçu une balle qui l'a tué.

Grâce à l'action de M. Chitete, que le secrétaire général des Nations unies António Guterres a décrit comme « un vrai héros », les gardiens de la paix ont réussi à chasser les rebelles de leur bastion, ce qui a permis à l'ONU de continuer à éradiquer l'Ebola dans la région. « Il a personnellement fait une différence, une différence profonde », a déclaré le secrétaire général.

En mai 2019, l'ONU a rendu hommage à M. Chitete lors d'une cérémonie à New York, où sa famille a reçu en son nom la Médaille du capitaine Mbaye Diagne pour courage exceptionnel. Cette médaille représente le plus grand hommage de l'ONU pour le maintien de la paix.

Il existe beaucoup d'exemples comme celui-ci illustrant le professionnalisme militaire, la dévotion au devoir et le courage en situation de combat. Des histoires de gardiens de la paix qui refusent d'abandonner les gens qu'ils sont chargés de protéger, des histoires de chefs qui refusent de participer aux coups d'état militaires, et des histoires de soldats qui ont abaissé leurs armes uniquement parce qu'ils respectent les chefs qui leur avaient ordonné de le faire.

Ces soldats savent bien que leur pays est servi au mieux par un régime civil plutôt que militaire. Ces soldats croient en la démocratie et en l'État de droit et connaissent la valeur d'une vie humaine.

LE DEVOIR DE PROTECTION

Le capitaine Mbaye Diagne, dont le nom figure sur la médaille décernée par l'ONU à M. Chitete, était ce type d'homme. En 1994, après l'assassinat du président du

Rwanda, les soldats de la garde présidentielle ont torturé et tué la Première ministre Agathe Uwilingiyimana, son époux et dix gardiens de la paix belges. Les extrémistes hutus ont pris le pouvoir et commencé à mettre en œuvre un génocide, en tuant les membres de la minorité tutsi et certains Hutus politiquement modérés.

Le capitaine sénégalais Diagne, qui était gardien de la paix, a été informé de ces meurtres. Il a conduit une investigation et découvert les cinq enfants de la Première ministre qui se cachaient. Le capitaine Diagne a caché les enfants sous des couvertures dans son véhicule et les a conduit en toute sécurité dans un hôtel de Kigali, qui servait de périmètre pour l'ONU.

Le génocide a duré 100 jours et plus de 800.000 Rwandais ont été massacrés. Le capitaine Mbaye Diagne, de son propre chef, a commencé à secourir les gens des mains des tueurs itinérants, en les cachant dans son véhicule. En tant qu'observateur des Nations unies, il n'a jamais été inquiété.

L'ONU avait des règles interdisant à ses observateurs de secourir les civils, mais le capitaine Diagne savait que les circonstances exigeaient des mesures extraordinaires. Dans ses missions de sauvetage, il pouvait transporter jusqu'à cinq personnes sous des couvertures à l'arrière de son véhicule. Il franchissait des douzaines de points de contrôle à chaque voyage.

Il n'a jamais été attrapé. Deux semaines avant son retour prévu au Sénégal, il se rendait au site officiel de

l'ONU lorsqu'un obus de mortier a éclaté derrière sa jeep. Les éclats l'ont atteint à l'arrière de la tête et l'ont tué. Il avait 36 ans.

En 2014, les Nations unies ont créé la récompense pour lui rendre hommage. Les Nations unies ont considéré dix personnes candidates pour la médaille avant de décider de décerner la première à la famille du capitaine Diagne.

Le 19 mai 2016, M. Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU à l'époque, a présenté la médaille inaugurale à Yacine Mar Diop, veuve du capitaine Mbaye Diagne, et leurs deux enfants.

Le journaliste Mark Doyle a décrit simplement avec ces mots le capitaine Diagne : Ce grand soldat sénégalais est « l'homme le plus brave que j'aie jamais rencontré ».

LA RÉTICENCE AU CESSEZ-LE FEU

Dans la guerre contre l'apartheid en Afrique du Sud, Nelson Mandela était le visage et le diplomate du mouvement. Son chef militaire était Chris Hani. À cause de son intelligence et de son éducation, M. Hani était considéré immédiatement après M. Mandela en termes de popularité parmi les forces luttant contre l'apartheid. Il était particulièrement admiré pour avoir insisté que les femmes du mouvement soient traitées comme les égales des hommes.

M. Hani planifiait les attaques quotidiennes contre les entreprises et était responsable pour la guérilla qui finit par forcer le gouvernement d'Afrique du Sud à venir à la table des négociations. Le 7 août 1990, après 14 heures de

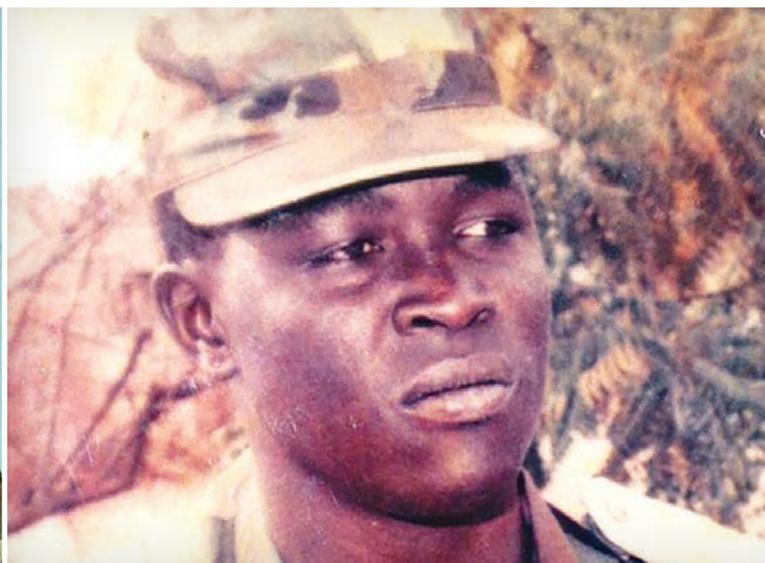
Yacine Mar Diop regarde avec sa fille Coumba des photos de son époux Mbaye Diagne, jeune capitaine sénégalais qui a sauvé la vie des gens pendant le génocide rwandais.

AFP/GETTY IMAGES





Le leader militaire anti-apartheid Chris Hanani adresse un salut lors d'un rallye. M. Hanani a joué un rôle crucial dans le cessez-le-feu qui a aidé à mettre fin à l'apartheid et a été assassiné en 1993. REUTERS



Le capitaine sénégalais Mbaye Diagne a été tué en protégeant les civils pendant le génocide rwandais en 1994

discussion entre le gouvernement d'Afrique du Sud et les chefs du Congrès national africain, M. Mandela a annoncé que toutes les attaques cesseraient immédiatement pour qu'une nouvelle constitution soit écrite.

M. Hanani pensait que le cessez-le-feu était prématuré et faisait face à un dilemme moral : continuer les raids ou obéir à son commandant-en-chef non officiel.

Dans des entretiens vidéo non datés après le cessez-le-feu, M. Hanani n'a fait aucune excuse pour son souhait de continuer la lutte.

« Je n'ai pas dormi pendant que notre délégation était plongée dans les négociations, et lorsque la décision a été prise, je voulais pleurer, dit-il. J'étais très amer que la décision ait été prise sans consultation avec ceux d'entre nous qui avaient participé à la lutte physique. Mais en tant que soldat discipliné, je l'ai acceptée. Lorsqu'on m'a expliqué plus tard que c'était important pour maintenir l'élan des négociations, j'ai accepté d'être maîtrisé. »

La paix relative qui est survenue par la suite aurait été impossible sans la coopération de M. Hanani. Il a été aussi crucial que M. Mandela pour mettre fin à l'apartheid.

M. Hanani a été assassiné le 10 avril 1993 à l'extérieur de sa maison. Les deux hommes condamnés pour cet assassinat prétendaient agir conformément aux ordres du Parti conservateur d'extrême droite.

LE RESPECT DE LA CONSTITUTION

Lorsque Bingu wa Mutharika, président du Malawi, est mort à l'improviste d'une crise cardiaque le 5 avril 2012, les chefs politiques ont décidé de conserver le secret de sa mort tout en cherchant à empêcher la vice-présidente Joyce Banda de devenir présidente.

Mme Banda était déjà impopulaire aux yeux de l'administration avant la mort du président. M. Mutharika avait délégué certaines des fonctions de la vice-présidente à son épouse et voulait que son frère lui succède à la fin



Le général des forces armées Henry Odillo remet l'épée présidentielle à la présidente Joyce Banda du Malawi lors de la cérémonie d'assermentation en 2012. INTER PRESS SERVICE

de son mandat. Il existait une résistance considérable au sein de l'administration à l'idée d'une femme pouvant devenir président.

Les opposants de Mme Banda ont demandé aux forces armées d'intervenir et de l'empêcher d'entrer en fonction. Le général Henry Odillo, commandant des Forces de défense du Malawi, a refusé, en déclarant que la constitution le forçait à soutenir Mme Banda. Il a déclaré que tout autre gouvernement serait illégal. Il a adopté des mesures supplémentaires pour placer des soldats autour de la maison de Mme Banda. Deux jours plus tard, Mme Banda prêtait serment en tant que présidente.

« Il est impossible d'imaginer ce qui se serait passé au Malawi si l'armée avait succombé à l'offre fâcheuse de

Un soldat malawien vote aux élections générales à Lilongwe. Malgré les pressions, les forces armées ont refusé d'intervenir dans le processus politique du pays.

AFP/GETTY IMAGES



Le général Katumba Wamala (au centre), chef de la force de défense de l'Ouganda, rencontre des soldats de la République démocratique du Congo en 2014. Le général Katumba n'a pas permis à ses soldats de faire de la politique.

AFP/GETTY IMAGES

Le général ghanéen Henry Kwami Anyidoho (à la retraite) était le commandant adjoint de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda pendant le génocide de 1994. Malgré des ordres visant à suspendre la mission, le contingent ghanéen décida de rester pour essayer de sauver des vies. CITIV

saisir le pouvoir », a déclaré le général de brigade Joyce Ng'wane Puta de Zambie, selon un rapport du Centre africain pour les études stratégiques (ACSS).

Deux ans plus tard, lors d'une dispute entre Mme Banda et son opposition politique, des rumeurs ont commencé à circuler selon lesquelles les forces armées allaient lancer un coup d'état contre elle pour saisir le pouvoir. Le général Odillo a publié rapidement une déclaration de soutien pour Mme Banda et a ordonné à ses troupes de rester dans leurs casernes jusqu'à ce que la crise soit résolue.

Peter Mutharika a battu Mme Banda lors des élections présidentielles de 2014. Le général Odillo a été rapidement remplacé en tant que chef d'état-major. Depuis lors, il a été sujet à des poursuites pour des accusations de corruption, mais ses actions pour soutenir la constitution sont toujours considérées comme un brillant exemple de professionnalisme militaire.

PAS DE POLITIQUE DANS LES FORCES ARMÉES

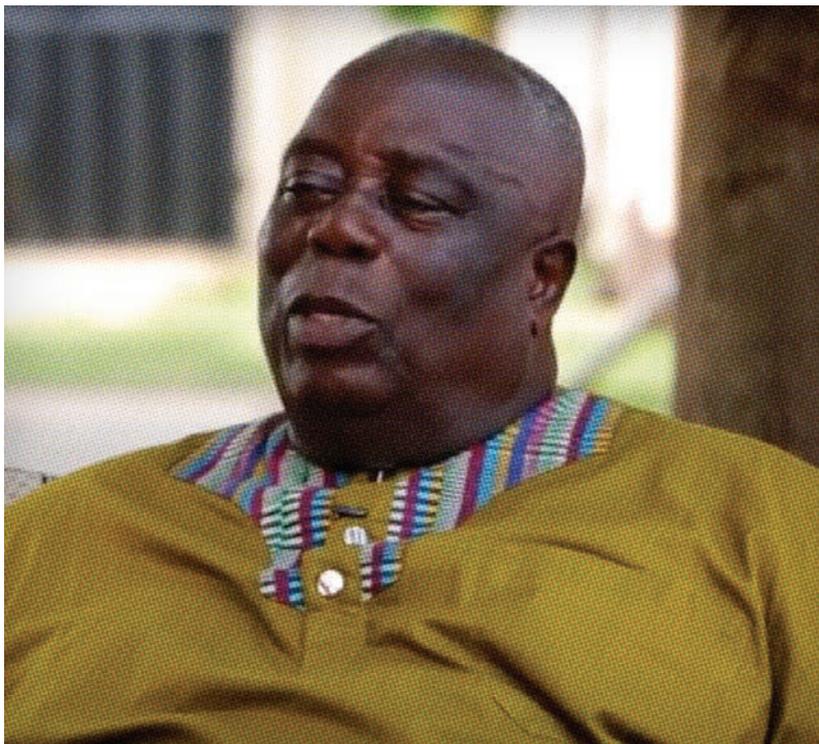
En 2015, le Mouvement de résistance nationale, parti au pouvoir du président ougandais de longue date Yoweri Museveni, a été accusé d'essayer d'intimider les chefs de l'opposition, y compris par des menaces de violence. Des rapports indiquaient que certains chefs de l'opposition formaient leurs propres milices pour se protéger.

L'un des responsables du parti au pouvoir disait que ceux qui s'opposaient aux résultats des prochaines élections présidentielles de 2016 seraient abattus.

Le général Katumba Wamala, commandant de la Force de défense du peuple ougandais à l'époque, ne voulait rien en savoir. Il a annoncé que la politique ne serait pas tolérée dans les rangs de ses soldats. L'ACSS déclare que le général Wamala avait émis un ordre selon lequel « tous les officiers de l'armée étaient avisés de ne pas oser s'engager dans la politique et que quiconque violerait la loi serait traité en conséquence ».

Il a plus tard expliqué que le devoir de ses soldats consistait à préserver la paix et à permettre aux gens d'exercer leur droit de vote. Tirer sur les civils, dit-il, ne faisait pas partie de leur mission. « Il n'y a rien de plus important que la paix », a-t-il déclaré.

Il est estimé que la réputation du général Wamala en tant qu'homme de haute moralité sans aucune tolérance pour l'ingérence politique a calmé le climat politique de l'époque et a conduit à une période postélectorale essentiellement pacifique.



LES SAUVEURS DU GHANA

Au moment du génocide rwandais en 1994, le gouvernement belge a conclu que les troupes de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda étaient en danger. La Belgique a déclaré au général Roméo Dallaire du Canada, commandant de la mission, que ses troupes risquaient d'être attaquées par des combattants rwandais ainsi que par les Interahamwe, organisation paramilitaire hutu qui était l'auteur principal du massacre.

Le général a dit au général ghanéen Henry Kwami Anyidoho, commandant adjoint de la force, de suspendre la mission pour éviter toute confrontation avec les deux groupes. Le général Anyidoho a fait objection en déclarant qu'il était déterminé à maintenir tous les 454 soldats du contingent ghanéen à leur poste pour protéger le plus possible de Rwandais.

« Je n'avais même pas demandé la permission de mes supérieurs lorsque je lui ai dit que nous resterions », a déclaré le général Anyidoho à Al Jazeera en 2014. Nous n'avions pas d'alternative. Nous ne pouvions pas abandonner ces gens. »

Le général Dallaire estime qu'en restant sur place les gardiens de la paix ghanéens ont aidé à sauver jusqu'à 30.000 personnes.

« Leur pays a démontré le courage que tant d'autres étaient absolument incapables d'avoir face à une catastrophe si horrible », a déclaré le général Dallaire à Al Jazeera. « D'autres se sont enfuis alors que les Ghanéens sont restés. »

« Le point crucial de cette affaire, le fait que j'ai pu rester et faire quoi que ce soit, est dû aux Ghanéens et au général Anyidoho qui sont restés », a ajouté le général Dallaire. □



POUR LE BIEN COMMUN

**La Commission de l'océan Indien
aide les états insulaires africains à
combattre la criminalité en mer**

PERSONNEL D'ADF

Le Baba Ali, navire de pêche seychellois, traversait la zone économique exclusive (ZEE) des Seychelles lorsque les autorités l'ont intercepté en mai 2021.

Grâce à une opération coordonnée par l'Armée de l'air des Seychelles, la Garde côtière des Seychelles et son centre national de partage et de coordination de l'information, les autorités ont abordé et inspecté le vaisseau. Elles ont trouvé de l'héroïne et du haschisch d'une valeur d'environ 1,2 million de dollars, ce qui révèle l'ampleur de la menace du trafic régional.

La saisie de stupéfiants et l'arrestation de trois Seychellois et quatre ressortissants indonésiens ont montré que les efforts de l'état insulaire pour renforcer la sécurité maritime produisent des résultats, a déclaré le ministre seychellois des Pêches Jean-François Ferrari lors d'une conférence de presse.

« Avec l'aide des renseignements recueillis, nous avons pu effectuer une opération ciblant ce vaisseau et nous l'avons placé entre les mains de la force de police, a-t-il dit. Je ne pourrai pas donner des détails puisqu'il s'agit d'une affaire de police, mais selon les informations que nous avons recueillies la quantité totale de stupéfiants à bord du Baba Ali était trois fois plus grande que ce que nous avons



récupéré, car une partie a été perdue dans l'océan Indien. »

Les Seychelles sont un archipel situé à environ 1.800 km au Nord-Est de Madagascar qui comporte 115 petites îles, ce qui rend difficile de contrôler ses eaux territoriales. Il en est de même pour les autres états insulaires de l'océan Indien occidental : les Comores, Madagascar, Maurice et l'île française de la Réunion.

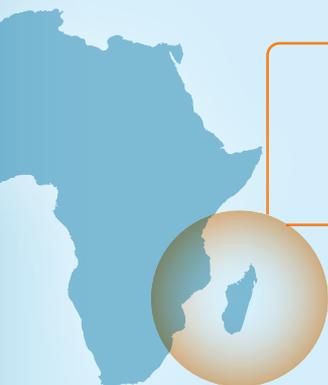
Toutefois, au cours des 25 dernières années, ces états insulaires ont progressivement renforcé leur sécurité maritime

Des marins des Comores se préparent à aborder un vaisseau pendant un exercice de formation à Djibouti.

SERGEANT D'ÉTAT-MAJOR AMY PICARD/
ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS



Ce que disent les chiffres : Trafic de stupéfiants dans l'océan Indien occidental



40 tonnes d'héroïne traversent annuellement la région sous forme de contrebande.

5 tonnes d'héroïne restent sur les lieux d'entrée africains, notamment dans les petits états insulaires du canal du Mozambique et à proximité.



5 à 10 % de la population des Seychelles, sur un total d'environ 98.000 habitants, consomment de l'héroïne. L'archipel possède le taux de consommation d'héroïne par habitant le plus élevé du monde.



30 % du trafic pétrolier mondial traverse le canal du Mozambique chaque année.



430 à 450 tonnes d'héroïne par an entrent sur le marché mondial.



Sources : Enhancing Africa's Ability to Counter Transnational Crime (Améliorer la capacité de l'Afrique à lutter contre la criminalité transnationale), Global Initiative Against Transnational Organized Crime (Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale), Randox Toxicology, Office des Nations unies contre la drogue et le crime

ILLUSTRATION D'ADF

et le trafic des armes, des êtres humains et de la faune sauvage.

Les défis de sécurité maritime de la région ont conduit à des conséquences sociales désastreuses. Les Seychelles possèdent le taux de consommation d'héroïne par habitant le plus élevé du monde. Les autres états insulaires de la région font face à des défis similaires, notamment un influx de cocaïne, cannabis, cannabis synthétique, ecstasy et méthamphétamine.

Yann Yvergnaux, analyste principal chez Trygg Mat Tracking (organisation sans but lucratif qui fournit des renseignements de pêche aux pays et aux organisations), a déclaré à ADF : « La consommation [d'héroïne] par habitant aux Seychelles et à Maurice est insensée. Tant de drogues les traversent qu'une partie finit par se vendre sur le marché local. Certains participants à ce commerce consomment des drogues de façon récréative. C'est horrible. Aux Seychelles, certains propriétaires de navires cargo m'ont dit qu'ils ne pouvaient plus trouver de jeunes matelots parce qu'ils se droguent tous. »

Les îles sont situées dans le canal du Mozambique et à proximité. Cette voie d'eau de 1.600 km entre Madagascar et l'Afrique de l'Est est utilisée par 30 % environ des pétroliers du monde. Ces eaux sont une

Un Seychellois reçoit de la méthadone pour traiter son addiction à l'héroïne. Les Seychelles possèdent le taux de consommation d'héroïne par habitant le plus élevé du monde.

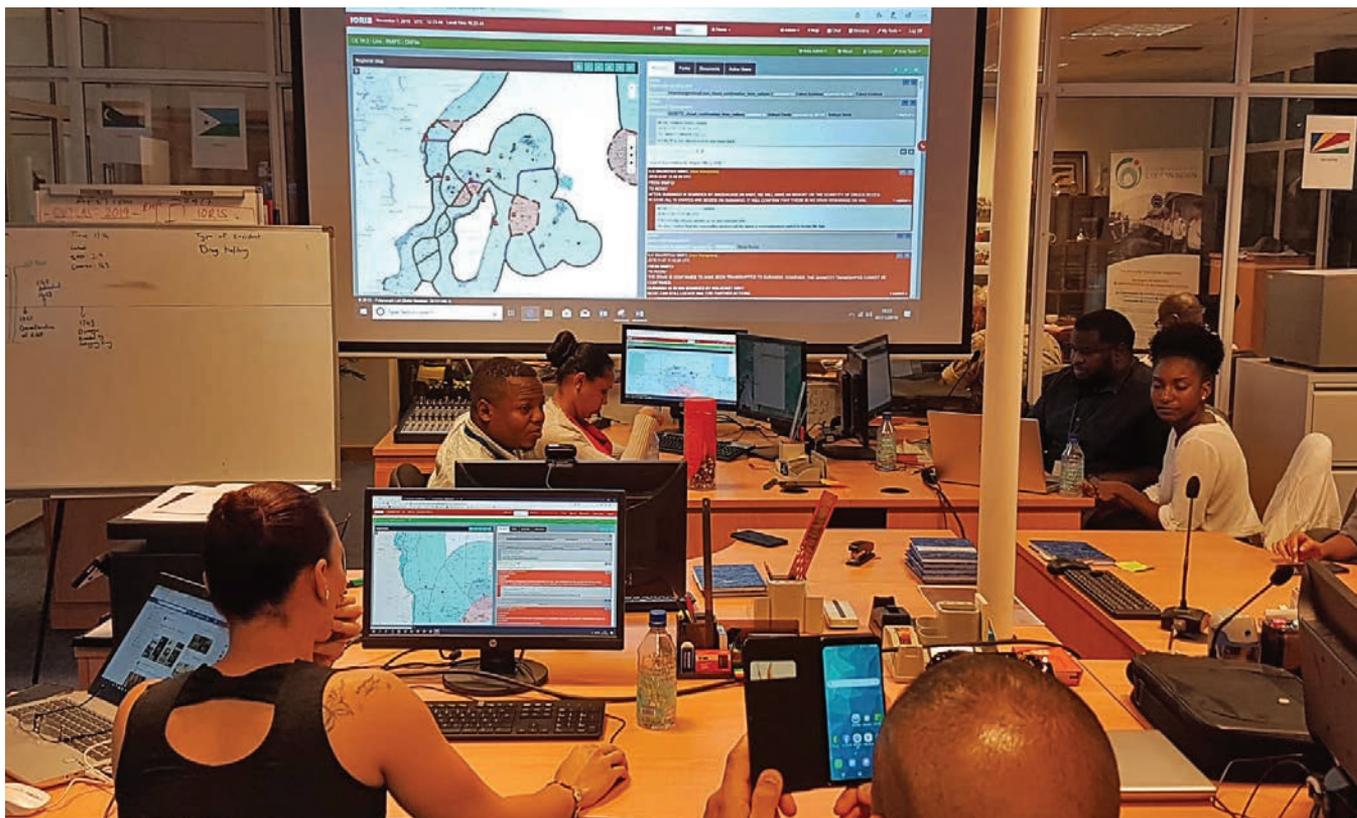
AFP/GETTY IMAGES

grâce à leur appartenance à la Commission de l'océan Indien (IOC), ce qui les a aidés à améliorer la coopération dans la mise en application des lois, le partage des renseignements et la coordination transfrontalière pour lutter contre la criminalité en mer.

La commission est la seule organisation intergouvernementale qui comporte exclusivement des états insulaires. L'Union européenne (UE) finance ses efforts de sécurité africaine en Afrique.

Une route principale pour les stupéfiants

Les états insulaires sont situés dans une partie notoire de l'océan Indien occidental, qui est depuis des dizaines d'années une voie de transit de la drogue. Parmi les autres problèmes maritimes de la région, on compte la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, la piraterie et les enlèvements,



route majeure pour l'expédition de l'héroïne depuis l'Afghanistan à travers le Pakistan et vers l'Europe de l'Ouest.

Les Comores sont près du centre de la frontière Nord du canal, et la Réunion et Maurice sont situés à l'Est du littoral de Madagascar, d'une longueur de 4.800 km.

La quantité d'héroïne saisie sur la route de trafic de l'océan Indien a plus que doublé entre 2018 et 2019, selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. Le trafic de la faune sauvage a aussi augmenté à cause de la pauvreté généralisée et la demande croissante pour les produits d'animaux exotiques à l'étranger.

La participation de l'IOC dans la sécurité maritime de la région a commencé au début des années 80 lorsque la cocaïne et l'héroïne sont devenues des sources majeures de revenu pour les trafiquants de stupéfiants. La commission a progressivement établi un réseau de pêches et des agences de police qui échangent les informations et conduisent des inspections conjointes en mer.

Raj Mohabeer, chargé de mission de l'IOC, a déclaré à ADF : « Même si un [navire suspect] se trouve dans les eaux de la zone économique exclusive d'un pays, l'inspecteur peut provenir d'un autre pays. De cette façon, les pays voisins coopèrent. »

Un « sentiment d'identité régionale »

Les inspections sont en général effectuées lorsque des états voisins partagent leurs informations, telles que la licence d'un navire ou ses antécédents de non-conformité.

L'IOC collabore avec les autres organismes régionaux tels que l'Autorité intergouvernementale sur le développement, la Communauté d'Afrique de l'Est et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe sous l'égide du programme pour la sécurité maritime financé par l'UE.

« Ceci a été accompli par l'IOC mais aussi grâce à FISH-i Africa, qui est un mécanisme qui effectuait jusqu'à récemment la vigilance et la surveillance des états insulaires, mais [il inclut aussi] le Kenya, la Somalie et d'autres états, en échangeant des informations », déclare M. Yvergniaux.

Ce dernier, ex-analyste financier de l'IOC, ajoute qu'un « sentiment d'identité régionale » parmi les petits états insulaires les oriente « sur la voie de la coopération régionale avant les autres états du continent ».

En 2019, le Centre des opérations de coordination régionale (RCOC) des Seychelles, qui conduit principalement des actions conjointes de mise en application des lois en mer, travaillait sans relâche avec le Centre régional de fusion des informations maritimes basé à Madagascar, qui

Les responsables des pêches participent à un exercice de formation sur la sécurité maritime à Madagascar.

CENTRE DES OPÉRATIONS DE COORDINATION RÉGIONALE



Un membre des Forces armées populaires de Madagascar escorte un prisonnier pendant un événement de formation simulé lors de l'exercice Cutlass Express à Pemba (Mozambique).

PREMIER MAÎTRE KYLE STECKLER/
MARINE DES ÉTATS-UNIS

partage les informations et donne l'alerte au RCOC concernant les activités suspectes en mer.

Par l'intermédiaire des centres créés par l'IOC, sept pays ont signé des accords pour échanger et partager des informations maritimes et pour participer à des actions maritimes conjointes. Ils sont les Comores, le Kenya, Madagascar, Maurice, la Réunion et les Seychelles.

« Nous sommes dans les premières phases de création d'une architecture pour la sécurité maritime qui surveillera tous les navires dans la région IOC et analysera les comportements et l'identification des vaisseaux d'intérêt, déclare M. Mohabeer. Si un vaisseau d'intérêt est quelque chose que nous devons vérifier, nous le vérifions. C'est la première étape de la création du système mais nous sommes déjà allés loin. Malheureusement, le Covid-19 est survenu l'an dernier et a entravé nos progrès. »

L'IOC continue à encourager les pays côtiers d'Afrique de l'Est à la rejoindre.

« Nous faisons cela parce qu'il s'agit du bien commun, tel que l'océan, mais qu'est-ce que vous voyez dans le monde ? », déclare M. Mohabeer. « Peu de gens considèrent le bien commun comme quelque chose qu'ils devraient considérer. Vous devez œuvrer pour le bien commun. »

Malgré les efforts de l'IOC, la criminalité maritime dans la région ne montre aucune indication de ralentir. Selon des recherches conduites par ENACT (Enhancing Africa's Ability to Counter Transnational Crime, Améliorer la capacité de l'Afrique à lutter contre la criminalité transnationale), on estime que 40 tonnes d'héroïne traversent la région chaque année, et 5 tonnes restent sur place.

En avril 2021, l'autorité tanzanienne de contrôle et mise en application des lois sur les stupéfiants et les Forces de défense du peuple de Tanzanie ont saisi plus d'une tonne d'héroïne sur un navire naviguant dans l'océan Indien occidental juste au Nord du Mozambique, selon un reportage du journal *The East African*. Sept personnes ont été arrêtées.

Plus tard le même mois, les autorités tanzaniennes ont saisi 270 kilos d'héroïne d'un Nigérien et de deux complices tanzaniens qui étaient engagés dans le trafic de la drogue en mer. Un mois plus tôt, deux personnes ont été condamnées à la prison à vie pour le trafic de 275,40 grammes d'hydrochlorate d'héroïne en Tanzanie, selon le journal.



Un modèle pour l'Afrique continentale

Un rapport de mars 2021 publié par l'Institute for Security Studies (Institut pour les études sur la sécurité) affirme que les efforts de l'IOC visant à améliorer la sécurité maritime dans les états insulaires pourraient servir de modèle à suivre pour d'autres pays africains.

Le partage des informations maritimes et les patrouilles conjointes ont eu un certain succès dans le golfe de Guinée, où le fléau de la pêche illégale, non déclarée ou non réglementée décime rapidement les stocks de poissons d'Afrique de l'Ouest et a conduit à l'augmentation des attaques de pirates. La région a représenté 130 des 135 enlèvements maritimes mondiaux en 2020.

Les autorités ont créé la force opérationnelle d'Afrique de l'Ouest du Comité des pêcheries pour le golfe de Guinée Centre-Ouest en 2015 pour faire face à la pêche illégale dans la région. Les pays participants sont le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Liberia, le Nigeria et le Togo.

La force opérationnelle « œuvre sur la base [de l'IOC] pour partager les informations de licence », déclare M. Yvergnaux. « Ceci est encore tout nouveau. Les patrouilles conjointes ne sont pas effectuées en ce moment, mais ils apprennent. » □

Des membres des Forces armées populaires de Madagascar se préparent à conduire un entraînement de visite, abordage, perquisition et saisie lors de l'exercice *Cutlass Express* à Pemba (Mozambique).

PREMIER MAÎTRE KYLE STECKLER/
MARINE DES ÉTATS-UNIS



ILS SE DONNENT LA MAIN EN MER ET DANS LE CIEL

PERSONNEL D'ADF

Des aéronefs de l'Armée de l'air royale marocaine et de l'escadre aérienne Air Wing 3 de porte-avions de la Marine des États-Unis ont survolé le porte-avions USS Dwight D. Eisenhower de la classe Nimitz dans l'océan Atlantique le 3 mars 2021 lors de l'exercice Lightning Handshake. L'Eisenhower, désigné selon un ex-président des États-Unis dont le surnom était « Ike », est le navire amiral du Carrier Strike Group IKE (IKE CSG), qui a participé à l'exercice. L'objet de la formation était d'améliorer la capacité des États-Unis et du Maroc à travailler conjointement sur de multiples zones de guerre, y compris les

guerres de surface, anti-sous-marines, et aériennes et de frappe ; le soutien logistique combiné ; et les opérations d'interdiction maritime.

Le contre-amiral Scott Robertson, commandant du Carrier Strike Group Two, a déclaré : « Au nom des marins affectés au CSG Ike, c'est un honneur de participer à cet exercice maritime bilatéral historique qui marque 200 ans de partenariat continu avec le Maroc. Les exercices tels que Lightning Handshake améliorent la fondation de notre interopérabilité et le soutien continu de notre engagement à long terme envers la sécurité de la région. »

Un F/A-18E Super Hornet américain (à droite) ravitaille un F-5E Tiger II de l'Armée de l'air royale marocaine pendant Lightning Handshake.

ÉTAT-MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS-UNIS
POUR L'AFRIQUE



« C'EST L'AFFAIRE DE TOUT LE MONDE »

LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ EN SIERRA LEONE MET L'ACCENT SUR L'INCLUSION

PERSONNEL D'ADF

Alors qu'une guerre civile brutale faisait rage au pays voisin du Liberia en 1991, la corruption et la faiblesse de longue date du gouvernement de Sierra Leone rapprochait peu à peu le pays d'une catastrophe. Lorsque les forces du Front patriotique national du Liberia (NPFL), dirigées par Charles Taylor, franchirent la frontière en mars, la Sierra Leone se retrouva bientôt attaquée sur deux fronts.

Alors que son armée combattait le NPFL, elle a aussi été attaquée par le Front révolutionnaire unifié (RUF), un groupe rebelle de guérilla bien armé et bien financé, dirigé par Foday Sankoh, ex-caporal de l'armée, qui a fait front commun avec les envahisseurs du Liberia. La Sierra Leone commençait sa guerre civile.

L'armée nationale mal équipée, affaiblie par la corruption institutionnelle et une économie terrible, fut incapable d'arrêter le RUF. En 1994, le RUF contrôlait les mines de diamant lucratives et menaçait la capitale de Freetown. En 1997, un groupe appelé Conseil révolutionnaire des Forces armées avait rejoint le conflit.

Ce conflit complexe a continué pendant des années et inclus certains actes parmi les plus notoirement brutaux de la guerre moderne, lorsque les troupes du gouvernement aussi bien que les troupes rebelles ont mutilé et blessé les civils. Le gouvernement a fait appel à un entrepreneur privé de la

sécurité pour aider à renverser la situation, mais même avec cette aide les combats ont continué pendant plusieurs années de plus. Une intervention internationale serait nécessaire, sous la forme de troupes des Nations unies, du Royaume-Uni et de Guinée luttant aux côtés de l'armée de Sierra Leone, pour mettre fin au conflit en 2002, après avoir empêché le RUF de prendre le contrôle de la capitale. Pendant cette guerre civile de 11 ans, 500.000 personnes ont été déplacées et 50.000 ont trouvé la mort.

Peut-être aucune nation ne nécessitait de réforme de son secteur de la sécurité (SSR) davantage que la Sierra Leone après son conflit exténuant. La guerre a exposé tous les points faibles, la négligence et les insuffisances d'une armée nationale incapable de répondre efficacement et professionnellement aux menaces de sécurité et de protéger ses frontières. Après la guerre, le pays a désarmé 72.490 combattants, démobilisé 71.043 et réintégré 63.545, y compris 6.845 enfants soldats, selon le Global Facilitation Network for SSR.

Le processus SSR du pays après la guerre a servi d'exemple positif pour d'autres nations émergentes d'un conflit et confrontées par la reconstruction de leur secteur de la sécurité nationale. Un magazine de l'ONU a déclaré que « l'expérience de la Sierra Leone est non seulement une réussite nationale majeure



Des officiers de l'unité de police formée de Sierra Leone arrivent à Kismayo (Somalie) pour soutenir la mission de l'Union africaine en Somalie.

AMISOM

mais aussi un brillant modèle dont les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel pourraient s'inspirer ».

PLUS UNE TRANSFORMATION QU'UNE RÉFORME

La SSR est probablement meilleure lorsqu'elle dépasse les simples réformes pour atteindre une transformation totale, selon un article de Sarah Detzner pour la Revue sur la sécurité africaine intitulé : « La réforme moderne du secteur de la sécurité en Afrique après les conflits : modèles de succès et d'échec ». L'effort devrait être inclusif et mettre l'accent sur le contrôle civil et constitutionnel et « promouvoir le professionnalisme, améliorer l'utilisation des ressources et l'efficacité opérationnelle ».

Le succès de la Sierra Leone semble valider l'utilité de consulter la population au sens large pour se concentrer sur une sécurité plus exhaustive grâce au développement économique et au développement des capacités policières, plutôt qu'un focus plus traditionnel sur les forces armées nationales, écrit Mme Detzner.

Cette approche a été soulignée par le général de brigade Kellie Hassan Conteh (à la retraite) qui a travaillé sur la SSR pour la Sierra Leone en tant que chef du secrétariat du Conseil de la sécurité nationale et qui est aujourd'hui ministre de la Défense du pays. Lors d'un panel de discussion sur la SSR en Afrique de l'Ouest pour le DCAF - Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité, le général Conteh a partagé certains détails concernant l'approche de la Sierra Leone.

Au début du processus, les responsables ont examiné les antécédents du pays et considéré plusieurs points majeurs.

Premièrement, les officiels voulaient redéfinir la sécurité. Jusqu'à ce point, le secteur de la sécurité de Sierra Leone était principalement une relique de l'ère coloniale, pendant laquelle l'armée existait essentiellement pour protéger le régime au pouvoir. Jusqu'à la guerre civile et pendant celle-ci, selon le général Conteh, les gens pensaient que l'armée et la police les avaient abandonnés et qu'il n'existait pas d'accès à la justice.

« Nous voulions donc examiner cela de façon holistique, a déclaré le général lors du panel de discussion. Qu'entendons-nous vraiment par sécurité ? »

Les responsables ont posé la question au peuple, et non pas aux technocrates. « La définition que nous avons obtenu a choqué en particulier l'armée, parce qu'elle a réalisé qu'elle avait vraiment peu ou pas de rôle à jouer. La plupart des problèmes que nous devons vraiment examiner étaient internes, et donc nous avions besoin d'une force de police plus forte, plutôt qu'une force militaire plus forte. Certes, l'armée devait être présente au cas où la police aurait parfois besoin de ses services. »

En bref, « nous avons conclu que notre sécurité, c'est l'affaire de tout le monde. Nous avons tous un rôle à jouer. »

L'IMPORTANCE DU RENSEIGNEMENT

La Sierra Leone a découvert que les lacunes du renseignement posaient un problème majeur. Avant la guerre civile, le dispositif national du renseignement protégeait seulement le gouvernement au pouvoir. Pendant la guerre civile, aucun renseignement fiable ne pouvait être généré. Le général Conteh déclare que les responsables ont formé un comité pour aider à recueillir

Un garçon devant un char d'assaut rouillé abandonné il y a plusieurs années dans l'Est de la Sierra Leone après la guerre civile brutale dans le pays. REUTERS





Des soldats de Sierra Leone patrouillent près de Kismayo (Somalie) dans le cadre de la mission de maintien de la paix de l'Union africaine en septembre 2013. ÉQUIPE DE SOUTIEN À L'INFORMATION UA-ONU



Des combattants rebelles du Front révolutionnaire unifié et des milices pro-gouvernementales s'inscrivent et rendent leurs armes dans un site de désarmement, démobilisation et réintégration à Lunsar (Sierra Leone) à 80 km à l'Est de Freetown en juillet 2001. AFP/GETTY IMAGES

les renseignements utiles et les envoyer vers les intéressés avec une nouvelle architecture inclusive qui concernait les gens même au niveau local, tels que les chefs locaux, les femmes, les groupes de la société civile et les leaders des jeunes.

Antérieurement, dit-il, les gens avaient l'habitude de considérer la sécurité comme « l'affaire du gouvernement ». Le changement de cette façon de penser, la « démocratisation de la sécurité humaine », aiderait la Sierra Leone à affronter les problèmes de sécurité tels que les armes, les stupéfiants et la traite humaine.

Le Bureau de la sécurité nationale (ONS) de Sierra Leone a établi des liens dans tout le pays qui ont permis aux civils de signaler les menaces, selon Mme Detzner. Ces connexions ont conduit à un examen de la sécurité avec un élément consultatif important. Les personnes locales ont signalé les préoccupations de sécurité dans leur région, ce qui a permis la focalisation sur la police plutôt que le développement des capacités militaires plus traditionnelles.

Les simples dépenses d'argent sur les améliorations militaires n'assurent pas une bonne SSR. En fait, elles pourraient aller à l'encontre d'une réforme véritable. Un article de blog d'octobre 2020 par John Campbell pour le Council on Foreign Relations souligne un point important sur la SSR efficace : le focus sur la fourniture d'une formation et d'un matériel aux dépens

des réformes institutionnelles ne permet pas de s'acquitter de la tâche.

Un tel focus risque de « renforcer les secteurs de la sécurité irresponsables, corrompus et prédateurs » et de gaspiller de l'argent sur l'équipement et le matériel de façon non durable, écrit-il. Au lieu de cela, une approche holistique qui se concentre sur les institutions montre un plus grand potentiel de durabilité.

Ceci ressemble plus à ce qui s'est passé en Sierra Leone. Les efforts de transformation ont atteint la sécurité interne et externe et ont créé des agences, telles que l'ONS, qui ont aidé à assurer le partage des informations de sécurité sans entraves, depuis le niveau local jusqu'au bureau du président, selon le numéro de juillet 2017 de l'e-magazine UNOWAS, publication trimestrielle de l'Office des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Ces efforts « ont lancé la tâche difficile consistant à changer les soupçons du public sur les forces de sécurité et à faire participer les citoyens à leur propre sécurité ».

« Pour le meilleur ou pour le pire, la guerre a joué le rôle de catalyseur pour éloigner le focus de la sécurité d'un contrôle exclusif par les forces de sécurité en uniforme (militaires et policières) vers une sécurité individuelle », a écrit le général Conteh en 2010 dans « La réforme du secteur de la sécurité en Sierra Leone 1997 à 2007 : points de vue de première ligne ».



« NOUS SOMMES DésORMAIS DES PARTENAIRES DANS L'AMÉLIORATION DE LA PAIX MONDIALE » – Lt. Salieu Sankoh

En moins de cinq années après la fin de la guerre civile, la Sierra Leone a organisé ses premières élections nationales pacifiques en 20 ans, un événement que les observateurs ont décrit comme « libre, équitable et crédible », selon l'ONU. La conduite ordonnée du scrutin a été essentiellement assurée par la force de sécurité du pays.

« Considéré dans le contexte du niveau de violence éprouvé par le peuple de Sierra Leone au cours des onze années de guerre civile, le fait que la Sierra Leone ait conduit ces élections généralement sans violence, seulement cinq ans après la fin du conflit, est un accomplissement remarquable », selon l'ONU.

Le travail dur du pays pour reconstruire ses institutions de sécurité a été validé en avril 2013 lorsque 850 soldats du contingent Leobat 1 de Sierra Leone ont commencé leur déploiement de

20 mois au sein de la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM).

Ce bataillon était le premier de ce type pour la Sierra Leone depuis la fin de la guerre civile. Ce pays d'Afrique de l'Ouest reste le seul pays de la région à déployer des soldats vers la composante militaire de l'AMISOM. Le pays a aussi affecté des policiers en Somalie.

« Nous sommes désormais des partenaires dans l'amélioration de la paix mondiale », a déclaré le lieutenant Salieu Sankoh des Forces armées de la République de Sierra Leone dans une vidéo de l'ONU en 2013. « Bien sûr, pendant notre guerre civile qui a duré dix ans, les gens sont venus de pays différents pour soutenir nos résultats de paix. Nous avons aujourd'hui une opportunité de réciprocité, nous en sommes très heureux. » □

Un soldat sierraléonais près d'un hélicoptère des Nations unies sur l'île Sherbro au large des côtes du pays, en 2010.

REUTERS



LE SOUDAN TRÉBUCHE SUR SON LONG CHEMIN VERS LA SÉCURITÉ

Alors que le pays fait la transition après le régime autocratique, il lui reste de grandes difficultés à surmonter pour assurer le professionnalisme de ses forces armées

PERSONNEL D'ADF | PHOTOS : AFP/GETTY IMAGES

Le Soudan était dans une position encourageante en 2019, après avoir mis fin aux trente ans d'un régime brutal et autocratique.

Un dictateur vicieux avait été renversé, un nouveau Premier ministre parlait de créer un secteur de la sécurité plus professionnel et les responsables civils et militaires avaient établi un gouvernement qui avançait lentement vers la démocratie.

Toutefois, après deux années difficiles sous le gouvernement tenu de transition, les antécédents hideux du pays ont fait obstacle.

L'échec de la rébellion de septembre 2021 par des soldats fidèles à l'ex-président Omar el-Beshir a servi simplement de prélude au coup d'État qui s'est produit un mois plus tard, lorsque l'armée dirigée par le général Abdel Fattah al-Burhan a dissout le Conseil de souveraineté au pouvoir dans le pays, suspendu des sections de la constitution et assigné à résidence le Premier ministre Abdalla Hamdok et d'autres personnes.

En avril 2021, M. Hamdok avait déclaré que le Soudan s'efforcerait de bâtir une force armée nationale unifiée « qui se distinguerait par son professionnalisme ».

Cet engagement, et l'opportunité qu'il a cherché à exploiter, ont haussé l'espoir à l'étranger que le Soudan tournerait finalement la page de son histoire tourmentée.

Il reste à établir si ce sera le cas.

L'union de groupes armés disparates et de leurs chefs

sous une structure de sécurité commune qui respecte l'état de droit et les droits des gens est difficile pour tout pays, et encore plus pour le Soudan.

Malgré les défis, le besoin imminent pour que le Soudan transforme son secteur de la sécurité en l'éloignant d'un cadre conçu pour soutenir un dictateur a suscité beaucoup d'attention depuis qu'Omar el-Beshir a été renversé en 2019.

Avant le coup d'État, le Centre africain pour les études stratégiques (ACSS) avait parrainé une série de cinq webinaires entre le 1er mars et le 26 avril 2021, intitulée « Repenser le secteur de la sécurité au Soudan ». Les experts y avaient parlé du rôle du secteur de la sécurité dans les transitions démocratiques, des relations civilo-militaires au Soudan et de l'importance d'avoir une stratégie de la sécurité nationale.

L'histoire du Soudan est remplie de violence et d'instabilité. M. el-Beshir, général de brigade à l'époque, a renversé le gouvernement élu du Soudan dans un coup d'État militaire en 1989 et a pris le pouvoir en tant que président du Conseil du Commandement révolutionnaire pour le Salut National. Il a interdit les partis politiques, contrôlé la presse et dissout le parlement du pays. Avec l'aide d'un extrémiste musulman nommé Hassan al-Tourabi, M. el-Beshir a imposé la charia en mars 1991, action qui a accentué les divisions entre le Nord et le Sud, où la plupart des habitants ont des croyances animistes ou chrétiennes.

Des soldats soudanais se réunissent à Khartoum le 11 avril 2019 après le renversement d'Omar el-Beshir.



Sa saisie du pouvoir s'est produite pendant la seconde guerre civile soudanaise, un conflit entre le gouvernement central de Khartoum et l'Armée populaire de libération du Soudan qui a duré 22 ans. La guerre, qui avait commencé en 1983, a conduit finalement à une séparation qui provoqua la création du Soudan du Sud en tant que pays indépendant en 2011.

En 1993, le conseil révolutionnaire a été dissout et M. el-Beshir est devenu président du Soudan, bien qu'il ait conservé un régime militaire. Dans les années qui ont suivi, il a été confirmé en tant que président lors d'une élection, a levé l'interdiction concernant les partis politiques et s'est retourné contre M. al-Tourabi, son ex-allié.

Alors que M. el-Beshir maintenait le pays sous son joug, les rebelles dans la région occidentale du Darfour ont pris les armes contre le gouvernement central en 2003. M. el-Beshir a répondu en utilisant des milices arabes connues notamment par le nom des Janjawids (« diables à cheval »), qui ont brutalement attaqué et terrorisé les civils, malgré leur condamnation universelle. Finalement, une mission de maintien de la paix hybride entre l'Union africaine et les Nations unies est venue pour rétablir l'ordre et protéger les civils. La mission a pris fin le 1er janvier 2021.

Les années de sanction et la réduction des revenus pétroliers due à l'indépendance du Soudan du Sud ont conduit à des mesures d'austérité qui ont affecté durement les civils. Des manifestations axées sur la réduction des subsides de pain et de carburant ont enflammé des démonstrations dans l'Est, qui se sont propagées rapidement vers la capitale de Khartoum. Finalement, les manifestations se sont étendues pour inclure des demandes de destitution de M. el-Beshir.

Une réunion en masse à l'extérieur du ministère de la Défense qui a commencé le 6 avril 2019 a été rejointe par des officiers militaires subalternes alors que les officiers de haut rang refusaient de disperser les manifestants, selon un reportage du Washington Post.

M. el-Beshir a été renversé peu après, lors d'une rébellion populaire dirigée par une coalition de médecins, d'avocats et d'agents de santé appelée l'Association des professionnels soudanais.

Rashid Abdi, analyste pour l'International Crisis Group, avait déclaré au Post à l'époque : « C'est potentiellement une nouvelle ère pour le Soudan. Ceci montre que même les dictatures les plus enracinées sont vulnérables. L'avenir est incertain mais il existe désormais une meilleure chance de mettre en œuvre une transition viable et inclusive. »

Les citoyens soudanais célèbrent à l'extérieur du Hall de l'amitié à Khartoum, où les généraux et les chefs des manifestations ont signé une constitution transitionnelle historique le 17 août 2019 afin de préparer le pays pour un régime civil.



LE RÉGIME DE TRANSITION PREND LE CONTRÔLE

Bien que le renversement de M. el-Beshir ait satisfait les manifestants, le type de gouvernement qui lui a succédé ne l'a pas fait. Après la destitution de M. el-Beshir, les chefs militaires ont pris le pouvoir sous le nom du Conseil militaire de transition (TMC) et déclaré un état d'urgence de trois mois. Après plusieurs mois de négociations, les responsables militaires et l'opposition civile ont conclu un accord de partage du pouvoir en juillet 2019.

Selon l'accord, le TMC et l'Alliance pour la liberté et le changement, groupe représentant les civils soutenant la démocratie, ont formé un Conseil de souveraineté qui a servi de chef d'État. Le conseil a réuni des chefs militaires et civils.

Les membres civils du conseil ont désigné l'économiste Abdalla Hamdok comme Premier ministre, pour superviser les fonctions nationales exécutives, y compris environ 20 ministres du cabinet. Une troisième composante appelée le Conseil législatif transitionnel était responsable pour superviser la législation et le pouvoir exécutif.

Il était prévu que le Conseil de souveraineté soit au pouvoir pendant 39 mois. Une personne sélectionnée par les forces armées présidait le conseil au cours des 21 premiers mois. Pendant les 18 derniers mois, il devait être présidé par quelqu'un sélectionné par les membres civils, selon l'accord.

La controverse a continué malgré l'accord transitionnel. En mai 2021, un membre civil du Conseil de souveraineté a démissionné en affirmant que les membres militaires avaient pris des décisions unilatérales et utilisé la force contre des manifestants pacifiques, selon Voice of America.

En juin 2021, Reuters a signalé que l'armée soudanaise prévoyait une force conjointe pour « réprimer l'insécurité », alors que les tensions économiques et régionales persistaient. L'identité de celui qui l'a annoncé est aussi troublante : il s'agit du général Mohammed Hamdan Dagalo, chef adjoint du conseil. Le général Dagalo est connu sous le nom de « Hemedti » et dirige les forces de soutien rapide (RSF) du Soudan.

Les RSF ont émergé des milices brutales des Janjawids au Darfour en 2013 et Hemedti, ex-négociant en chameaux, a été nommé commandant de la force, selon un reportage d'Al Jazeera en juin 2019. Human Rights Watch a appelé les RSF des « hommes impitoyables » et la force a tué près de 200 personnes et arrêté et blessé des centaines d'autres pendant les manifestations de 2013 à Khartoum. En 2015, les RSF ont été déclarées « force régulière » et deux ans plus tard elles ont été intégrées dans l'armée

soudanaise, où elles dépendaient directement de M. el-Beshir et le protégeaient contre les tentatives de coup d'état.

Le peuple soudanais a bien compris l'ironie selon laquelle Hemedti et les RSF ont participé au Conseil de souveraineté.

Hajooj Kuka, manifestant et membre du mouvement Girifna en faveur de la démocratie, a déclaré à Al Jazeera : « Nous ne voulons pas continuer avec les RSF faisant partie de l'armée soudanaise. À l'heure actuelle, nous n'avons plus aucune confiance en elles. »

LA MARCHÉ À SUIVRE POUR LE SOUDAN

Depuis la destitution de M. el-Beshir, les problèmes économiques ont persisté au Soudan et le Covid-19 s'est ajouté aux troubles du pays. Ces défis, en plus du coup d'État militaire récent, semblent faire reculer les efforts du Soudan pour réaliser l'assurance d'un secteur professionnel de la sécurité de M. Hamdok.

Le Dr Luka Biong D. Kuol, doyen des affaires académiques à l'ACSS, a écrit en novembre 2020 que le périple du Soudan vers un secteur professionnel de la sécurité affrontait un certain nombre de défis.

En octobre 2020, le gouvernement transitionnel a signé un accord de paix avec le Front révolutionnaire soudanais, qui inclut plusieurs groupes de rebelles, afin de mettre fin à la violence dans le pays qui a tué des centaines de milliers de personnes et a déplacé des millions, selon Al Jazeera. Mais deux groupes armés influents, le Mouvement de libération du Soudan et le Mouvement de libération du peuple soudanais-Nord, n'ont pas signé à ce moment.

Le Dr Kuol écrit que la Charte constitutionnelle du Soudan et le pacte de paix incluaient seulement le personnel en uniforme dans leurs définitions limitées de la sécurité. En outre, la charte précisait que les forces armées étaient

Le général Mohammed Hamdan Dagalo signe un accord de partage du pouvoir à Khartoum le 17 juillet 2019.





Les soldats soudanais se préparent à détruire les armes illégales recueillies auprès des civils à la base de Hajar al-Asal en septembre 2020.

seules responsables pour transformer leurs institutions. En plus de demander aux forces armées de se réformer, cette approche ignore le fait que, dans une démocratie, les civils ont un rôle vital à jouer pour déterminer la vision et la politique stratégique du secteur de la sécurité », écrit le Dr Kuol.

Il affirme que les efforts de réforme exhaustifs incluraient les législateurs, la société civile, le judiciaire et les autorités de finance, d'immigration et de douanes, entre autres.

Le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) sont aussi une composante cruciale dans la réforme d'ensemble du secteur de la sécurité, dans un pays comme le Soudan qui a de nombreux groupes armés. Le DDR est le processus selon lequel les armes sont reprises des mains des groupes armés, les combattants sont écartés de ces groupes et les ex-combattants sont aidés à réintégrer les communautés de façon sécurisée et productive.

Le Dr Kuol a déclaré que le processus DDR soudanais allait probablement échouer s'il ne s'inscrivait pas dans le cadre d'une vision nationale ou une stratégie sécuritaire plus vaste dirigée par les leaders avec le commandement et le contrôle bien établi des forces mises en jeu. Une stratégie nationale de sécurité est essentielle pour le processus.

Les webinaires de l'ACSS ont mis l'accent sur ce point. Dans le webinaire du 29 mars 2021, Medhane Tadesse a déclaré qu'une politique nationale était « le point d'entrée principal » pour le démarrage d'une conversation inclusive sur la réforme du secteur de la sécurité et les efforts plus vastes de développement de l'état. De telles conversations devraient inclure des questions sociales et politiques et être inclusives dans la mesure du possible.

« De façon plus vaste, ceci peut aider à élaborer le contrat social en Afrique en réunissant différents acteurs, citoyens et parties prenantes au sein d'un dialogue national pour déterminer une vision commune », déclare le professeur Tadesse, expert sur la paix et la sécurité en Afrique.

Le secteur de la sécurité soudanais avait aussi son rôle à jouer dans la transition du pays. En fait, il pouvait bénéficier des efforts réussis, affirmait le Dr Joseph Siegle, directeur de la recherche chez ACSS, dans un article de blog écrit à l'origine en langue arabe en mars 2021 pour le site web Tawazun.net.

Les chefs militaires risquent d'hériter du mécontentement des civils du fait de l'économie soudanaise en difficulté s'ils s'accrochent au pouvoir. Remettre les rênes aux autorités civiles pourrait améliorer la sécurité en permettant au gouvernement d'intensifier la recherche d'accords



de paix avec les groupes de rebelles réticents. Cela permettrait aussi aux forces armées de se concentrer sur la sécurité des frontières et l'extrémisme violent, écrit-il.

Si les forces armées n'ont plus d'obligations politiques, elles pourraient se concentrer sur les réformes et laisser les préoccupations économiques à l'État. Une économie plus robuste, à son tour, fournirait des revenus pour les salaires, les pensions et les bénéfices de retraite des soldats, ce qui pourrait faciliter la migration des officiers de haut rang vers le secteur privé.

« Il n'existe pas une seule force armée au Soudan, il en existe plusieurs, écrit le Dr Siegle. La transition offre une opportunité pour les professionnels militaires de reprendre le contrôle des forces armées et de les re-dédier à la protection de l'État et de ses citoyens, avec une structure de commandement unifiée et des normes uniformes d'entraînement, de discipline, de recrutement et de promotions basées sur le mérite. »

En date du début novembre 2021, des dizaines de milliers de civils ont manifesté contre le coup d'État dans les rues du Soudan. Certains observateurs déclarent que ce développement a pris le général al-Burhan par surprise. En réponse, les forces de sécurité ont tué un certains nombres de manifestants.

Zaynab Mohamed, analyste politique à Oxford Economics Africa, a déclaré à CNBC : « À cause de cette résistance, et du soutien offert par les pays occidentaux pour M. Hamdok et ses collègues civils, nous pensons que M. Burhan devra convenir de partager le pouvoir. Les tensions dans l'environnement politique resteront élevées au cours des prochains mois alors que les parties prenantes essaient de négocier un nouvel accord, et nous anticipons une continuation de la violence visant ceux qui protestent contre le coup d'État. » □

Des civils soudanais transportent un homme blessé à Khartoum pendant les manifestations contre le coup d'État militaire d'octobre 2021.

LES FORCES ARMÉES

apprennent les leçons

DE LA RÉPONSE

AU COVID-19

Les armées africaines ont été poussées à adopter des rôles inattendus pendant la pandémie. Elles espèrent tirer les leçons des succès et des échecs.





Un officier de l'armée tunisienne administre le vaccin du Covid-19 à une femme dans un lycée de Manouba en août 2021. SOPA IMAGES



Des soldats mettent en application la réglementation sur le Covid-19 à un barrage routier sur la frontière entre les provinces sud-africaines du Nord-Ouest et du Gauteng en mai 2020. GALLO IMAGES

PERSONNEL D'ADF

Les soldats de l'armée tunisienne se trouvaient dans le village de Kesra en juillet 2021, en assumant des tâches qui auraient semblé auparavant unimaginables. Au centre de santé du village, des soldats armés d'un fusil montaient la garde à l'extérieur pendant que des médecins militaires administraient le vaccin du Covid-19 à l'intérieur.

La Tunisie affrontait la pire hausse de cas de Covid-19 depuis le début de la pandémie plus d'un an auparavant et le gouvernement avait ordonné aux forces armées d'aider à diriger la riposte.

Les agents de santé militaires ont vacciné des milliers de personnes à Kesra et dans d'autres villages dans la partie centrale du pays. Le président tunisien Kaïs Saïed a déclaré qu'il enverrait des hélicoptères militaires dans les régions montagneuses pour livrer le vaccin aux villages éloignés.

Rafika Achour, résidente de Kesra, dit qu'elle avait été convoquée deux fois pour se faire vacciner mais qu'elle avait refusé. Toutefois, la réputation des soldats tunisiens lui a fait changer d'avis.

« Lorsque j'ai appris l'arrivée de l'armée, j'ai décidé de venir pour le vaccin parce que... pour moi [l'armée] est plus honnête que les autres », a déclaré Mme Achour à The Associated Press.

La Tunisie a fait plus qu'envoyer des soldats pour aider avec la vaccination. Le président, frustré par le manque de progrès dans la lutte de son pays contre le virus, a annoncé en juillet 2021 qu'il avait affecté la gestion de la crise de santé du Covid-19 à son agence militaire de la santé.

D'autres pays africains ont aussi demandé à leur corps militaire médical de soutenir la lutte contre la pandémie. L'Afrique du Sud a déployé plus de 70.000 soldats au début de l'épidémie en 2020 pour mettre en application

son confinement. Depuis lors, le pays a envoyé le personnel militaire clinique dans les hôpitaux de la région du Gauteng, centre commercial du pays, pour les aider à faire face aux nombres croissants de cas positifs de Covid-19.

Aujourd'hui, plus d'un an après les confinements initiaux dus au Covid, les responsables africains examinent ce qui s'est passé, en espérant tirer des leçons de cette expérience unique.

DES CONFINEMENTS NÉCESSAIRES

Lorsque le Covid-19 a atteint l'Afrique au début 2020, les responsables de nombreux pays ont imposé des confinements en essayant de conserver les gens chez eux au lieu d'interfacer avec les autres et propager la maladie. Lorsque les habitants ont résisté aux confinements, les soldats ont été envoyés sur le terrain pour assumer le contrôle. Dans certains cas, les choses n'ont pas fonctionné comme prévu. Les troupes des pays tels que l'Afrique du Sud, le Kenya et le Nigeria ont été accusées de réagir de façon excessive aux manifestations.

Il ne fait guère de doute que les confinements imposés par l'armée étaient nécessaires. Dans le cas de l'Afrique du Sud, le président Cyril Ramaphosa pouvait choisir entre le ralentissement de la propagation du virus grâce à un confinement et le risque de pousser un système de soins de santé déjà affaibli vers son point de rupture.

Le Journal du droit et des biosciences a indiqué en juillet 2020 que, « face à ce choix, la décision [de Ramaphosa] pour le confinement du pays ne peut pas être critiquée et pourrait s'avérer décisive pour contenir et ralentir la propagation du virus ».

L'Afrique du Sud a eu le temps de préparer sa réponse à la pandémie. Plusieurs semaines se sont écoulées avant que la maladie n'atteigne ses frontières. En fonction des leçons apprises lors de crises similaires dans le monde,

Des soldats montent la garde alors que des Tunisiens attendent de recevoir le vaccin du Covid-19 pendant un effort de juillet 2021 géré par l'armée à Jendouba (Tunisie). REUTERS

le pays connaissait l'importance de la préparation de sa riposte. Mais sa réaction a été tardive.

Dans le rapport de juillet 2020 du Journal intitulé « Entre l'enclume et le marteau : le Covid-19 et la réponse de l'Afrique du Sud », les chercheurs ont déclaré : « Étant donné le temps nécessaire pour qu'il atteigne ses frontières, l'Afrique du Sud a eu le temps de préparer une réponse au Covid-19 et de tirer profit de l'importance de sa réponse aux autres épidémies éclairée par la communauté. Toutefois, malgré l'impact que cette réglementation allait avoir sur la société civile, le manque de débat public et d'engagement communautaire pour développer cette réglementation est préoccupant. »

Il ne fait guère de doute que les confinements imposés par l'armée étaient nécessaires.



Des soldats de la Force nationale de défense d'Afrique du Sud patrouillent dans un foyer pour hommes du township fortement peuplé d'Alexandra, à l'Est de Johannesburg, pour mettre en application un confinement afin de contrôler la propagation du Covid-19, en mars 2020. THE ASSOCIATED PRESS

L'adhésion de la part du public était inadéquate, ce qui a conduit aux manifestations et à la violence. Une leçon majeure que tout pays peut apprendre de la pandémie du Covid-19 est le fait qu'il n'est jamais trop tôt pour faire participer le public.

Comme les autres pays, l'Afrique du Sud savait bien qu'elle devait mettre en application des restrictions sur les déplacements et les autres activités, et elle savait bien que les gens résisteraient à cette réglementation. Mais les experts pensent que des efforts insuffisants ont été faits pour éduquer le public sur ce qui allait se passer et pour solliciter l'avis du public sur ce qui est nécessaire pour survivre économiquement le confinement. La réponse « militarisée » d'Afrique du Sud a conduit à sept décès dus à la police pendant la première semaine de confinement et des spectacles regrettables comme l'arrestation de toute une réception de mariage.

Les chercheurs ont précisé : « La réponse du gouvernement sud-africain est caractérisée par une confiance et

une foi excessives dans le pouvoir des lois criminelles. Cette réponse militarisée fut tout à fait évidente lorsque le président Ramaphosa est apparu en tenue de treillis pendant la nuit du début du confinement. Le non-respect de certaines restrictions de confinement peut conduire à l'incarcération d'un maximum de 6 mois, à une amende ou aux deux. »

L'ENTRAÎNEMENT MILITAIRE S'ARRÊTE

Pendant la pandémie, l'entraînement non obligatoire des forces armées a été suspendu ; en date de mi-2021, il n'a pas encore repris complètement. Par exemple, le programme d'éducation et de formation internationales du département d'État des États-Unis forme des milliers de personnes, militaires et civiles, sur une vaste gamme de sujets, depuis l'enseignement supérieur pour les officiers militaires de haut rang jusqu'aux techniques de premiers secours et de sauvetage pour les non-gradés. En 2019, le programme avait formé 5.181 étudiants étrangers provenant de 153 pays, la plupart formés dans leur propre pays. Peu d'entre eux avaient voyagé aux États-Unis.

Le Covid-19 n'a pas provoqué la suspension du programme, mais il a empêché le personnel américain de voyager à l'étranger pour enseigner sur place. Sans installations pédagogiques en ligne, telles que les téléconférences, la formation visant à améliorer la carrière au sein des forces armées d'Afrique est devenue peu pratique. Les chefs militaires ont appris à leurs dépens qu'ils devront compter davantage sur les téléconférences pour la formation en salle de classe à l'avenir.

Une telle formation nécessite l'accès à une connexion Internet stable, une alimentation électrique fiable, des ordinateurs et des connaissances sur la façon d'employer les systèmes.

Ceci dit, dans presque tous les types d'enseignement, les téléconférences ne remplaceront jamais complètement les classes présentielles.

Selon un reportage de l'International Security Journal, « le marché africain préfère traditionnellement un enseignement en salle de classe, ce qui offre des discussions et la résolution des problèmes en groupe ; l'apprentissage basé sur les scénarios est toujours souligné comme un avantage important. Pouvoir résoudre les problèmes présentés rapproche la théorie de la pratique et permet à l'enseignant de développer l'esprit des étudiants et de les éloigner des idées démodées selon lesquelles la sécurité est assurée par des "portails, des gardes et des fusils". »

LA RÉPONSE AUX PLAINTES

De nombreuses organisations militaires ont les moyens de solliciter des réactions, y compris des plaintes, de la part du public. La Force nationale de défense d'Afrique du Sud (SANDF) a établi le poste d'ombudsman militaire d'Afrique du Sud en 2012 pour traiter les doléances des membres actuels et antérieurs de la force de défense. Cette fonction examine aussi les plaintes du public concernant les forces armées.

Presque dès le début du confinement du Covid-19,

selon l’African News Agency, les citoyens ont commencé à se plaindre auprès du bureau de l’ombudsman concernant la force excessive et les abus physiques des soldats de la SANDF. Le journal sud-africain Daily Maverick signale que, en date de juin 2020, le bureau de l’ombudsman avait reçu 32 plaintes sur la conduite des soldats pendant le confinement, y compris le décès d’un habitant d’Alexandra âgé de 40 ans que les soldats avaient accusé de boire en public.

Avant le confinement, le bureau de l’ombudsman avait traité principalement les plaintes formulées par les soldats eux-mêmes. Depuis lors, il s’est avéré être une soupape de sécurité précieuse pour fournir au public des moyens d’exprimer ses doléances.

LA PROTECTION DES FRONTIÈRES

C’est l’Afrique, parmi tous les 7 continents, qui possède le plus grand nombre de pays : 54 au total. Historiquement, la coopération des pays concernant leurs frontières est médiocre. La pandémie a forcé chaque pays à réévaluer la sécurité de ses frontières pour ralentir le mouvement du virus. Les pays africains ont dû pratiquer un exercice d’équilibriste, pour maintenir le virus éloigné tout en permettant les déplacements et le commerce transfrontaliers.

Un résultat typique des changements fréquents de politique s’est produit en juillet 2021 lorsque le président sénégalais Macky Sall a menacé de fermer les frontières de son pays et de réimposer un état d’urgence après l’enregistrement d’un nombre record de cas quotidiens de Covid-19 dans le pays, pour la troisième fois dans la même semaine.

« Je voudrais dire très clairement que si les chiffres continuent à augmenter je prendrai les mesures nécessaires, même si cela signifie le retour à l’état d’urgence, la clôture des frontières ou l’interdiction des déplacements », a déclaré M. Sall dans une allocution télévisée.

Le manque de politique coordonnée sur la sécurité des frontières n’est rien de nouveau pour les pays africains. Dans son étude de décembre 2020 intitulée « La sécurisation et la stabilisation des frontières en Afrique du Nord et de l’Ouest », l’auteur Matt Herbert a déclaré que les pays devaient « mettre l’accent sur la coordination, éliminer les conflits des rôles et des mandats, et développer une compréhension holistique de la mission de sécurité des frontières, de ses défis et du rôle de l’engagement positif avec les communautés frontalières ».

M. Herbert, écrivant pour l’Institute for Security Studies (Institut pour les études sur la sécurité), a offert plusieurs recommandations. En particulier la suivante : minimiser le rôle des forces armées dans la sécurité des frontières en faveur des unités de mise en application de la loi.

Ses autres recommandations incluent :

- Prendre en compte l’impact des approches de sécurité des pays voisins sur les frontières de chacun.
- Considérer la possibilité et la capacité des forces des états voisins pour façonner positivement les tendances transfrontalières.



Un médecin militaire sénégalais examine un résident local dans un hôpital de campagne pendant l’épidémie de Covid-19 à Touba (Sénégal). REUTERS



Des soldats autour des camions de pompiers face à un centre correctionnel pour hommes après l’explosion des émeutes à Freetown (Sierra Leone) en 2020, pendant la propagation du Covid-19. REUTERS

- Développer des initiatives non seulement axées sur la sécurité mais aussi sur un développement soutenable.
- Mettre l’accent sur les réformes régionales, dans le cadre d’initiatives centralement conçues ou par l’intermédiaire de programmes concomitants.
- Mettre l’accent sur la coordination, éliminer les conflits des rôles et des mandats, et développer une compréhension holistique de la mission de sécurité des frontières, de ses défis et du rôle de l’engagement positif avec les communautés frontalières.

« Les unités militaires peuvent jouer un rôle avantageux pour contrecarrer la violence transfrontalière et le terrorisme transnational mais leur utilité contre la contrebande et la criminalité est plus douteuse, conclut M. Herbert. Le risque d’une confusion à long terme des rôles civilo-militaires éclipse probablement les avantages à court terme dérivés par l’efficacité opérationnelle des systèmes de sécurité des frontières. » □

Les voitures de rallye dans les rues de Nairobi

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

Au Kenya, la route connectant la capitale de Nairobi et la municipalité de Naivasha avait des voitures d'aspect plutôt différent qui côtoyaient les Matatu, les autobus et les camions.

Ces voitures de rallye se sont trouvées dans le pays en juin 2021 lorsque le championnat du monde des rallyes (WRC) y est retourné pour la première fois après 19 ans. Le rallye Safari de renommée mondiale était normalement inclus dans le calendrier du WRC entre 1973 et 2002, et considéré comme la course la plus difficile du championnat.

Des problèmes financiers ont forcé son retrait du calendrier en 2003. Le Covid-19 a retardé son retour prévu pour 2020, mais le seul événement du WRC organisé en Afrique est revenu en 2021.

Des milliers de spectateurs sont venus pour voir les voitures alors qu'elles partaient du Centre international de convention Kenyatta de Nairobi pour participer au premier segment compétitif de la course au complexe de stade Kasarani de la ville.

En plus des compétiteurs étrangers, il y en avait un certain nombre du Kenya et quelques-uns de l'Ouganda voisin. C'était la 68ème fois que le rallye était organisé. Il avait aussi été tenu en Ouganda et en Tanzanie. Le Kenya accueillera le rallye Safari du WRC chaque année jusqu'en 2026.

Le pilote français Sébastien Ogier a remporté la première place du rallye dans sa Toyota Yaris et Onkar Rai du Kenya a gagné dans la catégorie 3 du WRC.

Le pilote Sébastien Ogier a gagné le rallye dans sa Toyota Yaris.

THE ASSOCIATED PRESS

La « cité d'or perdue » découverte en Égypte

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

La découverte d'une cité de 3.000 ans qui était perdue dans les sables d'Égypte a été saluée comme l'une des plus importantes découvertes archéologiques depuis la tombe de Toutânkhamon.

L'égyptologue renommé Zahi Hawass a annoncé la découverte de la « cité d'or perdue » près de Louxor. Il a déclaré qu'il s'agissait de la plus ancienne ville jamais découverte en Égypte. Elle s'appelait Aton et date du règne d'Amenhotep III, l'un des plus puissants pharaons d'Égypte, qui a régné de -1391 à -1353. La ville a continué à être utilisée par les pharaons Aÿ et Toutânkhamon. La tombe presque intacte de ce dernier avait été découverte dans la vallée des Rois en 1922.

Betsy Brian, professeur d'égyptologie à l'université Johns Hopkins, a déclaré que la cité « nous donnerait un rare aperçu de la vie des anciens Égyptiens » au moment où la richesse de l'empire avait atteint un point culminant.

Les fouilles ont produit un grand nombre d'articles archéologiques, notamment des bijoux, des céramiques de couleur, des amulettes de scarabée et des briques d'argile portant le sceau d'Amenhotep III. L'équipe a commencé ses excavations sur la rive Ouest de Louxor près de la vallée des Rois, à 500 km au Sud de la capitale du Caire.

« En quelques semaines, à la grande surprise de l'équipe, des formations de briques d'argile ont commencé à apparaître dans toutes les directions, a déclaré le Dr Hawass. Ce qu'ils avaient excavé était le site d'une grande ville dans un bon état de préservation, avec des murs presque entiers et des salles remplies d'outils de la vie quotidienne. »

Plusieurs zones ou quartiers ont été excavés, notamment une boulangerie, un district administratif et une zone résidentielle.

« Un grand nombre de missions étrangères avaient cherché cette ville sans jamais la découvrir », a ajouté le Dr Hawass, ex-ministre des Antiquités.



L'excavateur principal Aly Farouk à côté des ruines de la « cité d'or perdue », datant de 3.000 ans et nouvellement découverte dans la ville actuelle de Louxor en Égypte. REUTERS



UN DOCUMENTAIRE DE L'AFROBEATS EST DIFFUSÉ

PERSONNEL D'ADF

Une série de neuf épisodes retraçant l'essor mondial de l'Afrobeats a débuté à Lagos (Nigeria). « Afrobeats: The Backstory » (Afrobeats : la toile de fond) a été filmé sur une période de vingt ans.

Le documentaire a été produit par le cinéaste nigérian Ayo Shonaiya et financé par le service de streaming musical Boomplay, selon la BBC. Boomplay, avec ses 56 millions d'abonnés, a fourni une plateforme fiable et polyvalente pour soutenir tous les genres de la musique africaine. C'est la plus grande plateforme de streaming musical en Afrique subsaharienne.

Il ne faut pas confondre Afrobeats avec Afrobeat, genre développé dans les années 60 et 70 et mélangeant le jazz et le funk américains. Parmi les caractéristiques de l'Afrobeat, on compte les grands orchestres, les longs solos instrumentaux et les rythmes jazzy complexes. C'est l'artiste d'Afrobeat Fela Kuti qui a donné ce nom au genre.

Toutefois, l'Afrobeats a été décrit comme un descendant de la musique du highlife et du fuji nigérian. Le highlife est un genre musical originaire de ce qui est aujourd'hui le Ghana au 19^{ème} siècle. Il utilise les mélodies et les structures rythmiques principales de la musique akan traditionnelle du Ghana et de la Côte d'Ivoire, mais il est joué avec des instruments occidentaux. Il est caractérisé par des cors jazzy et plusieurs guitares qui conduisent l'orchestre. Au cours des dernières années, il a évolué vers un son à rythme rapide sur synthé.

Les critiques musicaux d'Afrique prennent soin de faire une différence entre l'Afrobeat et l'Afrobeats.

Certains affirment que l'Afrobeat est essentiellement la musique de Fela Kuti, décédé en 1997, qui reste l'artiste musical africain le plus influent. L'Afrobeats est un genre moins spécifique, appelé de façon simple la musique pop africaine.

Le chanteur et compositeur nigérian Fela Kuti et son orchestre, lors d'une représentation en 1986.

THE ASSOCIATED PRESS

Une ligue de basket-ball est inaugurée en Afrique

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

« L'Afrique... Nous voici ! Le jeu commence ! » C'était les mots d'Amadou Gallo Fall du Sénégal pour inaugurer la ligue africaine de basket-ball (BAL) en mai 2021. M. Fall, président de la ligue, était présent pour la cérémonie de l'entre-deux du tournoi soutenu par la National Basketball Association (NBA) américaine à l'arène de Kigali (Rwanda).

L'honneur de marquer les premiers points de la BAL est revenu à l'ancien joueur de la NBA Ben Uzoh, un Nigérian-Américain.

« Ceci va changer la vie. Ceci va créer des opportunités pour que les habitants du continent puissent nourrir leur famille », a déclaré M. Uzoh à BBC Sport Africa. « C'est la NBA de l'Afrique. Pour les gosses qui grandissent ici sur le continent, c'est donc quelque chose qui leur appartient, qui préparera les joueurs du futur. C'est quelque chose de très puissant en soi. C'est transformateur. »

La pandémie mondiale actuelle de Covid-19 signifie que tous les jeux ont été joués dans l'arène de Kigali, d'une capacité de 10.000 personnes, au lieu du plan initial visant à se rendre dans sept villes d'accueil sur le continent. Malgré la pandémie, 1.500 spectateurs et dignitaires invités ont été autorisés dans l'arène vibrante aux couleurs vives, décorée des couleurs nationales du Rwanda : bleu, vert et jaune.

Ceux qui ont eu la chance de se trouver dans l'arène ont soutenu l'équipe locale avec des applaudissements et des slogans tels que « Let's go Patriots, Let's go » (Allez les Patriots, Allez) et « Défense ! Défense ! Défense ! ».

À cela s'est ajouté l'enthousiasme du rappeur américain J. Cole, gagnant du Grammy, qui faisait ses débuts dans l'équipe des Patriots et aussi sur la fiche de score.

Les supporters n'ont pas été déçus car les Patriots se sont repris après avoir perdu du terrain au cours du premier quart-temps. Ils ont gagné à la grande joie d'Alan Major, l'entraîneur en chef de l'équipe.

« C'est très touchant de faire partie de cet événement historique et je suis vraiment heureux pour notre équipe, dit-il. Et deuxièmement pour venir gagner ce match, le premier de cet événement historique. »



Les joueurs entrent en compétition lors d'un match de la ligue africaine de basket-ball à l'arène de Kigali (Rwanda). REUTERS

Un programme nigéro-américain avertit les civils des dangers des EEI

PERSONNEL D'ADF

En octobre 2020, deux employés de la mine d'or Samira dans l'Ouest du Niger ont trouvé la mort lorsque leur véhicule a touché un engin explosif improvisé (EEI). Cinq mois plus tard, une autre bombe a tué des membres de la Commission électorale nationale indépendante du pays le jour des élections présidentielles.

Les EEI sont devenus un problème majeur au Niger, dont les frontières poreuses peuvent être franchies par les extrémistes arrivant du pays voisin du Mali.

« Les engins explosifs improvisés sont une des préoccupations majeures dans nos opérations », déclare le chef des Forces armées du Niger (FAN), le colonel-major Hamadou Djibo, lors d'une réunion avec des membres de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM). « Les populations civiles ne sont pas non plus épargnées. »

Lors de la réunion au quartier général de l'état-major des FAN, le personnel militaire des États-Unis a présenté aux FAN 50.000 affiches et brochures conçues pour instruire les Nigériens sur le risque des EEI et la façon d'y répondre lorsqu'ils sont découverts.

Les affiches et les brochures incluent des images montrant les armes que les civils devraient éviter, ainsi qu'un numéro de téléphone qu'ils peuvent appeler s'ils les trouvent. Les affiches avertissent surtout les gens d'éviter de toucher un objet soupçonné d'être un EEI.

Le capitaine Lucas Holmes de l'Armée de terre des États-Unis a déclaré aux personnes réunies que la campagne d'information vise à allier les résidents, les chefs religieux et les chefs traditionnels aux forces de sécurité du Niger pour chasser les extrémistes.

Des empreintes digitales brillent pendant l'analyse d'un composant d'engin explosif improvisé au Mali. Les extrémistes disséminent les engins dans l'Ouest du Niger depuis le Mali.

AFP/GETTY IMAGES



Les soldats des États-Unis et des Forces armées du Niger ont fait équipe pour produire et distribuer des affiches et des brochures afin d'avertir les civils des dangers posés par les engins explosifs improvisés. FORCES ARMÉES DU NIGER

« La voie à suivre pour vaincre et détruire les organisations extrémistes violentes et leurs réseaux criminels peut parfois être difficile, mais une chose est sûre : le gouvernement nigérien et son peuple l'emporteront », a déclaré le capitaine Holmes.

Les affiches font partie du projet en cours de lutte contre les engins explosifs improvisés conduit par l'AFRICOM, et visant à fournir une formation aux militaires du Sahel et du bassin du lac Tchad. En plus des soldats des FAN, les formateurs américains ont travaillé avec les soldats du Cameroun, du Nigeria et du Tchad.

Au Niger, les forces des États-Unis ont formé 90 soldats sur la façon de désamorcer les EEI dans le cadre d'un effort pour empêcher ces engins de tuer ou de mutiler les gens. Le colonel Djibo a déclaré que les forces américaines continueront à travailler aux côtés des forces armées et des forces de sécurité du Niger pour améliorer leurs capacités à affronter la propagation des EEI.

« La production de ces 50.000 brochures mises à la disposition de l'armée nigérienne par le gouvernement américain va renforcer davantage nos capacités à contrer cette menace et réduire ces effets destructeurs sur nos populations », a déclaré le colonel Djibo.



UNESCO

UN SYMBOLE CAMEROUNAIS offre un souvenir des anciennes batailles

PERSONNEL D'ADF

Dans la municipalité de Goufey, région de l'Extrême Nord du Cameroun, une tour d'argile de 12 mètres de haut fait rappeler une époque révolue.

Les Kotokos ont construit la tour de Goto-Goufey il y a environ 500 ans. La tour faisait partie d'une fortification entourée d'un mur qui protégeait la ville des envahisseurs et offrait un poste d'observation élevé pour la région environnante.

Aujourd'hui, la structure a été convertie en musée qui raconte l'histoire de la région, en mettant l'accent sur les armes et la stratégie de combat employées pour défendre la ville.

Abba Aba Kaka, responsable des communications du musée, déclare à EuroNews : « Ce musée est d'abord et avant tout l'histoire de la principauté de Kotoko. Cette structure a été érigée il y a longtemps et elle remonte à l'époque des anciennes sociétés. »

Le musée présente un grand nombre d'armes anciennes en fer forgé.

« À l'époque, nous n'avions pas de fusils pour combattre l'ennemi, déclare Abba Aba Kaka. Nous utilisons des arcs et des flèches et des lances, et tout ce qui pouvait servir de massue. Tout cela était nos armes. »

C'était le cas à la fin du dix-neuvième siècle lorsque le seigneur de la guerre soudanais connu sous le nom de Rabah est venu pour convertir les gens à l'Islam, enlever des esclaves et amener la région sous l'égide de l'empire de Bornou. Il a affronté une opposition féroce. Pendant ce type d'attaque, les résidents de la ville prenaient les armes.

Mahamat Abame, guide des tours du musée, déclare à EuroNews : « Lorsqu'ils ont vu d'en haut des mouvements et des gens inconnus, ils ont su qu'ils venaient pour faire la guerre. Les habitants ont donc pris les armes, ils ont contourné ce point ici et sont allés les attaquer à l'extérieur. »

Bien que la violence continue dans le Nord du Cameroun rende difficiles les visites, la structure a été proposée dans le cadre d'une liste tentative pour considération comme site du patrimoine mondial de l'Unesco.

La description de l'Unesco précise : « La tour est un chef d'œuvre du génie créateur humain qui représente clairement une stratégie militaire qui a permis à ces gens d'anticiper les attaques des pays voisins. Cette architecture militaire a permis à cette population de survivre face à plusieurs guerres qui ont fait rage dans la région au cours des siècles derniers. »

La Norvège et ses partenaires d'Afrique de l'Ouest créent un centre maritime

PERSONNEL D'ADF

Le Comité des pêcheries pour le golfe de Guinée Centre-Ouest (FCWC) a établi un centre régional de surveillance, contrôle et vigilance (RMCS) pour aider à combattre la pêche illégale.

Ce centre, dont le siège est situé à Tema (Ghana), aidera les pays membres (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Liberia, Nigeria et Togo) à gérer leur secteur de la pêche. Le nouveau centre a été intégré dans la force opérationnelle FCWC d'Afrique de l'Ouest, financée par l'Agence norvégienne de coopération au développement.

Le centre a ouvert ses portes en mai 2021. Il est équipé de systèmes de traque de navire et capable de saisir des données sur les vaisseaux de pêche autorisés dans la région, où la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (IUU) est un fléau depuis des dizaines d'années.

« L'établissement du RMCS nous rapproche d'une stratégie coordonnée pour entreprendre des actions communes, y compris les patrouilles pour améliorer la sécurité dans le domaine maritime de notre région », déclare Séraphin Dédi, secrétaire général du FCWC.

Le commerce maritime illégal fait perdre à l'Afrique de l'Ouest près de 1,95 milliard de dollars sur la chaîne de valeur des poissons et fait perdre aux foyers 593 millions de dollars de revenu. La pêche IUU décime aussi les stocks de poissons, détruit les écosystèmes et a été liée à d'autres crimes tels que la piraterie, les enlèvements et le trafic des stupéfiants.

La Chine est le pire contrevenant mondial de la pêche, selon l'index de pêche IUU, et elle cible depuis des années l'Afrique de l'Ouest.

Il est anticipé que le centre aidera les pays à combattre les méthodes utilisées par les chalutiers de pêche pour contourner la mise en application des lois dans les zones où la sécurité maritime est faible, par exemple en falsifiant les licences des vaisseaux et les informations d'enregistrement, en omettant de signaler la taille de la prise, en utilisant des équipements illégaux et des noms de navire incorrects, et en éteignant leur transpondeur pour éviter la détection.

Les vaisseaux de pêche illégaux ont aussi la réputation de battre le pavillon du pays où le navire est enregistré, au lieu du pays de son propriétaire, pour éviter les fardeaux financiers ou la réglementation. Les navires versent des droits d'enregistrement à ces pays.



Des marins béninois se préparent à inspecter un chalutier soupçonné de pêche illégale. SEA SHEPHERD GLOBAL



LE PROJET « DEEP BLUE » DU NIGERIA PREND LA PIRATERIE POUR CIBLE

PERSONNEL D'ADF

Alors que la piraterie est en hausse dans les eaux d'Afrique de l'Ouest, le Nigeria a récemment lancé son projet Deep Blue, approche multidimensionnelle pour confronter la criminalité dans le golfe de Guinée.

Le projet de 195 millions de dollars réunit des navires, des aéronefs et des drones pour patrouiller sur les voies navigables encombrées au large des côtes du Nigeria. Il identifiera les zones problématiques potentielles et ripostera rapidement contre la piraterie. Le projet fait suite à l'adoption par les législateurs nigériens de la Loi sur la suppression de la piraterie et autres offenses maritimes, pour renforcer la sécurité maritime.

« Cet ensemble de nouvelles ressources de sécurité maritime émerge à un moment critique lorsque des discussions globales sont focalisées sur la piraterie et sur la nouvelle dimension qu'elle a prise dans la région du golfe de Guinée », a déclaré le président nigérian Muhammadu Buhari lors du lancement à Lagos de Deep Blue en juin 2021.

Parmi l'arsenal anti-piraterie de Deep Blue, on compte 600 soldats spécialement formés, 16 véhicules blindés pour conduire des patrouilles côtières, quatre drones et 17 bateaux intercepteurs rapides ainsi que d'autres navires et des aéronefs.

À la même cérémonie, Bashir Jamoh, directeur général de l'administration maritime et l'agence de sécurité du Nigeria, a déclaré que le pays travaillera avec l'Organisation maritime internationale basée à Londres pour « restaurer le bon sens dans nos eaux territoriales ».

Les forces spéciales nigérianes font équipe avec le personnel de la marine marocaine pendant un exercice d'interception de pirates. AFP/GETTY IMAGES

Le collège kényan de la défense devient une université à part entière

PERSONNEL D'ADF

Le collège de la défense nationale des Forces de défense du Kenya a reçu un acte constitutif pour devenir une université véritable. Cette mise à niveau lui permettra d'offrir une formation de deuxième et troisième cycles aux leaders locaux et étrangers, militaires et civils, sur les défis de sécurité actuels et émergents.

Le président Uhuru Kenyatta a accordé à cette institution l'acte constitutif, ce qui en fait la première université spécialisée du pays en vertu de la loi sur les universités de 2012.

Lors d'une allocution pendant une cérémonie de remise des diplômés à l'institution en mai 2021, M. Kenyatta a déclaré que cet établissement, rebaptisé Université de la défense nationale-Kenya, aidera les forces armées du pays à gérer les problèmes de sécurité les plus urgents.

« Comme vous le savez, notre pays a souffert considérablement des attaques terroristes au cours des dernières années, sans mentionner les menaces de la criminalité transnationale organisée et des conflits internes de l'État, dit-il. Les attaques physiques ne sont pas nos seules menaces ; il y a aussi des menaces virtuelles sur notre sécurité, telles que la guerre cybernétique et la prise de contrôle hostile des systèmes électroniques nationaux. »

M. Kenyatta a mis l'accent sur un engagement pour soutenir l'université afin de satisfaire à ses objectifs de formation, recherche et service. Il a présidé à une cérémonie de remise de diplômés pour 55 officiers militaires et fonctionnaires de haut rang du Burundi, du Malawi, du Népal, de la Tanzanie, de l'Ouganda, de la Zambie et du Kenya.

Monica Juma, secrétaire de cabinet kényane pour la Défense, a déclaré que la désignation d'université est une étape majeure en avant dans les efforts en cours pour donner aux professionnels de la sécurité l'accès à une formation d'élite dans le pays.

« Nous n'allons plus envoyer nos experts à l'étranger pour leur formation. C'est onéreux et cela prend du temps, a déclaré Mme Juma à Citizen TV. La NDU s'ajoute à une série d'institutions de formation établies au ministère de la Défense qui sont réellement cruciales. Nous avons tout un ensemble de centres d'excellence accrédités au niveau mondial que la NDU va intégrer dans le cadre de ses collèges. »



Le président kényan Uhuru Kenyatta s'exprime lors d'une cérémonie de remise des diplômés à l'université de la défense nationale-Kenya. PALAIS D'ÉTAT DU KENYA

La Côte d'Ivoire ouvre une académie de lutte contre le terrorisme pour stopper l'avancée des extrémistes

PERSONNEL D'ADF

Dans un effort visant à renverser la situation contre les groupes extrémistes basés au Sahel, la Côte d'Ivoire a inauguré l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT). Le campus de 1.100 hectares est situé à 50 km d'Abidjan. Il comprend une école pour les responsables gouvernementaux, un centre de formation pour les forces spéciales et un institut de recherche.

« L'AILCT sera l'avant-garde de la riposte d'une Afrique de l'Ouest libre et consciente, spécialement entraînée et irrémédiablement déterminée », a déclaré le Premier ministre ivoirien Patrick Achi pendant la cérémonie d'inauguration.

Le président ivoirien Alassane Ouattara et le président



Des soldats ivoiriens assurent la sécurité lors de l'inauguration de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme à Jacqueville (Côte d'Ivoire). AFP/GETTY IMAGES

français Emmanuel Macron ont créé le programme de formation contre le terrorisme en 2017. Depuis lors, il a formé 500 professionnels de la sécurité provenant de 15 pays africains. Les nouvelles installations auront des

modules de formation pour la police, les forces armées, les responsables des douanes et les administrateurs des établissements pénitentiaires. Les responsables ont souligné que ses portes seraient ouvertes à toutes les forces de sécurité de la région.

« L'AILCT doit devenir un pôle d'expertise et de compétence régional de la lutte contre le terrorisme au bénéfice de la stabilité de nos États et de la sécurité de nos populations », selon M. Ouattara.

Les sponsors ont fait don de 27 millions de dollars pour la première phase de l'académie ; 45 millions de plus sont anticipés pour la deuxième phase. Lorsqu'elle ouvrira ses portes, l'académie pourra former trois groupes de 25 étudiants en même temps.

Une opération militaire à la Casamance fait avancer une paix depuis longtemps attendue

PERSONNEL D'ADF

Les résidents de la région rétive de la Casamance (Sénégal) expriment leur espoir à la suite d'une offensive militaire qui a chassé les rebelles de leurs bastions sylvatiques.

En janvier dernier, les Forces armées sénégalaises ont lancé une campagne dans cette région méridionale pour éliminer les séparatistes connus comme le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC). Les attaques terrestres soutenues par un appui aérien ont détruit trois bases de rebelles. Au mois de mai, les forces sénégalaises ont commencé une autre campagne à environ 30 km au Sud de la capitale régionale de Ziguinchor.

Les commandants sénégalais ont permis aux journalistes d'observer les bases abandonnées d'où s'étaient enfuis les rebelles en laissant des roquettes antichar, des mines terrestres et des AK-47. Les soldats ont aussi découvert des bunkers souterrains utilisés par les rebelles.

« Plusieurs exactions ont été perpétrées contre les populations au niveau de cette zone et les bandes armées cherchent simplement à s'assurer l'exclusivité de l'exploitation des ressources forestières », a déclaré le colonel Souleymane Kandé, commandant de la cinquième zone militaire du Sénégal, à Radio France internationale (RFI). Le MFDC contrôlait la contrebande du bois et du cannabis dans la région. Pendant l'offensive de février, les forces armées ont découvert plusieurs hectares de champs de chanvre qui selon elles « alimentaient l'économie criminelle ».



Un soldat sénégalais sort d'un bunker souterrain dans une base de rebelles du Mouvement des forces démocratiques de Casamance. AFP/GETTY IMAGES

Le conflit a fait rage pendant près de quarante ans et les combats ont déplacé des dizaines de milliers de personnes qui souhaitent vivement revenir. Toutefois, les forces armées du Sénégal avertissent que les mines terrestres représentent toujours une menace dans certaines zones.

Yaya Bodian était l'une des personnes submergées par l'émotion lorsqu'il est retourné dans son village natal de Bouniack après sa libération par les forces sénégalaises.

« C'est le village où j'ai fait mes premiers pas, où je suis allé à l'école dans les années 1990, a-t-il dit à RFI. Cela me donne les larmes aux yeux, la chair de poule de revoir les terres que mes parents et moi avions abandonnées il y a 30 ans. »

UN VILLAGE SÉNÉGALAIS DEVIENT UNE OASIS

Une femme d'une communauté de Baye Fall, à côté d'un baobab dans le village de Ndem (Sénégal).

« Nous sommes animés par l'amour du partage, du travail, reflétant sur l'amélioration des conditions de vie dans notre environnement en harmonie avec la nature », déclare Fallou Mbow, 29 ans, dont l'arrière-arrière-grand-père avait fondé le village.

Les parents de M. Mbow et d'autres ont fondé l'organisation non gouvernementale Villageois de Ndem en 1984 pour gérer une série de projets de développement. Depuis lors, le groupe a augmenté ses effectifs pour atteindre environ 4.600 membres qui ont renouvelé le paysage avec l'aide des systèmes d'irrigation et de l'énergie solaire.

Mame Diarra Wade, une des 120 femmes qui transforment les fruits des baobabs en poudre de consommation, déclare : « C'est seulement à Ndem qu'il existe ce type d'opportunités de travail. Nous sommes heureux de voir des gens en provenance des villages environ-

nants qui viennent travailler avec nous. »

Sur la demande des leaders mourides, la famille Mbow a déménagé en 2015 pour s'installer dans un autre lieu, le village voisin de Mbacké Kadjiour, pour reproduire leur succès. Ce village se vante désormais d'avoir des ateliers artisanaux affairés et aussi de vastes jardins.

Maam Samba Mbow, le frère cadet de Fallou Mbow, déclare : « L'un des objectifs principaux est de vraiment ralentir l'exode rural, de créer une économie locale dynamique qui soit bonne pour les villageois afin qu'ils puissent mener une vie heureuse avec des activités intéressantes au lieu de partir pour chercher un emploi dans la grande ville. »

REUTERS

Sous le soleil brûlant qui accable les savanes du Sénégal, les jardins verdoyants du village de Ndem sont un sanctuaire.

À l'intérieur d'une clôture d'hibiscus, des rangées de légumes poussent sous des arbres fruitiers. Des hommes portant des dreadlocks et des femmes avec des robes aux couleurs vives teintent les tissus et cousent les sacs à main destinés aux boutiques de luxe et aux fabricants de meubles.

Ce sont des membres de Baye Fall, branche de la confrérie musulmane des Mourides au Sénégal, qui croient que le travail est une forme de prière. À Ndem, ils ont créé une oasis dans une région depuis longtemps en proie à la sécheresse.

LA GAMBIE ÉLIMINE LE TRACHOME EN TANT QUE MENACE DE SANTÉ

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a applaudi l'élimination par la Gambie du trachome en tant que menace de la santé publique, en déclarant que cela permettra aux familles, y compris les enfants, de ne pas être victimes de la cécité.

Les agents de santé ont été exhortés à surveiller étroitement la tendance pour « soutenir les gains ».

Le trachome est provoqué par une bactérie appelée chlamydia et se propage d'une personne à une autre par les doigts contaminés, les mouches et les serviettes. Si elle n'est pas soignée, elle peut provoquer l'inflammation chronique des paupières et, finalement, peut conduire à la cécité.

Le trachome reste endémique dans 29 pays africains, selon l'OMS. La Gambie a éliminé le trachome après presque quarante ans d'efforts, a déclaré le gouvernement dans son annonce.

« Le succès de la Gambie pour éliminer le trachome commence dans la communauté », déclare Sarjo Kanyi, directeur du National Eye Health Programme gambien et coordinateur de l'initiative du trachome.

Un réseau d'unités des yeux a été établi dans le pays avec l'aide des organisations non gouvernementales et des milliers de bénévoles ont fait du porte-à-porte pour rechercher les gens souffrant de la maladie.



Un chirurgien retire les sutures des yeux d'une patiente souffrant du trachome.

LA PREMIÈRE JUGE EN CHEF SIÈGE DANS SA COUR AU KENYA



THE ASSOCIATED PRESS

Le président kényan Uhuru Kenyatta a nommé pour la première fois une femme, la juge de la Cour d'appel Martha Koome, comme juge en chef et chef du système judiciaire de ce pays d'Afrique de l'Est.

Elle a été nommée au poste de juge en chef qui était brigué par neuf autres candidats, y compris certains des avocats et des universitaires les plus importants du pays. Les candidats ont été interviewés en direct à la télévision par la Commission du service juridique en avril 2021.

Mme Koome, âgée de 61 ans, a eu une carrière remarquable, avec plus de 33 ans dans un cabinet privé et comme membre du système judiciaire. Aucun des juges actuels de la Cour suprême n'avait posé sa candidature pour le poste de juge en chef.

Mme Koome fait maintenant face à la tâche de se prononcer sur toute contestation des prochaines élections présidentielles, prévues pour août 2022.

Elle a étudié le droit à l'université de Nairobi, a obtenu son diplôme avec mention de la faculté de droit du Kenya en 1987, puis a été admise au barreau.

Mme Koome a été nommée juge en 2003 et a été membre du Comité de l'Union africaine sur les droits et le bien-être des enfants de 2005 à 2010. Elle a présidé la division des affaires foncières et environnementales de la Haute Cour. Elle a obtenu une maîtrise de droit à l'université de Londres en 2010 et a été nommée à la Cour d'appel en 2012.

Pendant son examen, elle a promis d'éliminer la corruption dans le système judiciaire et de protéger son indépendance.

« Je suis une juge qui observe la société, et les Kényans se sentiront en sécurité avec moi », a-t-elle déclaré.

La juge en chef kényane Martha Koome s'exprime devant les membres du système judiciaire après sa cérémonie d'assermentation à Nairobi.



LA PANDÉMIE ACCROÎT la popularité de certaines récoltes

REUTERS

Dans un hijab fluide, Karima M. Imam marche à travers ses champs dans une région de broussailles au Nord du Nigeria alors que des employés récoltent le gingembre, racine marron noueuse qui est devenue une mine d'or depuis que le Covid-19 a frappé.

« Si j'avais les fonds, j'en planterais davantage. Les gens cherchent le gingembre aujourd'hui, et il n'y en a pas assez », déclare-t-elle dans sa ferme de 5 hectares à la périphérie de Kaduna.

Alors que la pandémie fait rage, les gens du monde entier cherchent à se protéger contre la maladie en consommant des aliments sains à effet halo. Bien que les scientifiques aient rejeté de nombreuses allégations sur les réseaux sociaux concernant la façon dont les super-aliments peuvent combattre le virus, leur rôle positif dans le cadre d'un régime sain est largement reconnu.

Alors que la demande pour les aliments à effet halo grimpe, le prix du gingembre au Nigeria et des baies d'acaï au Brésil a bondi alors que les exportations de curcuma indien et d'ail chinois ont augmenté depuis un an.

Au Nigeria, un sac de gingembre de 50 kilos est vendu aujourd'hui à un prix de 15.000 nairas (39 dollars), comparé à 4.000 - 6.000 nairas il y a deux ans. Le gingembre peut aider le corps à éloigner les microbes et il est utilisé comme remède contre le rhume.

Grâce à la ruée vers le gingembre, Mme Imam a pu commencer la construction d'une nouvelle maison dans la municipalité voisine de Millennium City, avec un petit entrepôt en annexe pour qu'elle puisse stocker et vendre du gingembre frais, dont le prix est plus élevé que celui du gingembre séché.

Un garçon verse de l'eau dans un conteneur pour laver le gingembre frais dans un marché de Kaduna (Nigeria).



DE LA VIANDE AUX CHEMINS DE FER : LES KDF ŒUVRENT POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le général Robert Kibochi (deuxième à partir de la droite), chef des Forces de défense du Kenya, observe les plans de restauration de la voie ferrée Longonot-Mau Summit-Kisumu-Butere. KDF

PERSONNEL D'ADF

Les Forces de défense du Kenya (KDF) assument la direction des projets de développement conçus pour relancer l'économie du pays après le Covid-19. Parmi ces projets, on compte l'opération d'une usine de production de viande et la restauration d'un chemin de fer et d'un port.

Bien que ce ne soient pas des tâches militaires traditionnelles, les responsables civils et militaires déclarent que le pays nécessite la main d'œuvre et l'expertise des KDF.

« La sécurité et le développement sont intrinsèquement liés. Ce sont les deux aspects d'une même question », déclare le général Robert Kibochi, chef des Forces de défense du Kenya, à la Kenyan Broadcasting Corp.

En septembre 2020, le président Uhuru Kenyatta a accordé aux KDF l'autorité de commencer à gérer la Commission kényane de la viande. Cette société nationale d'abattage et de transformation de viande avait fermé ses portes à cause des pannes d'équipement, de la corruption et d'autres problèmes, mais sous le leadership des KDF elle a repris ses opérations en mai 2021.

« Le secteur est la source des moyens de subsistance pour des millions de Kényans et les forces du marché n'ont pas été à la hauteur de nos attentes, en particulier aux époques de sécheresse ; il était donc nécessaire de faire participer le gouvernement », a déclaré M. Kenyatta.

Le général Kibochi a déclaré que les KDF ont engagé des experts tels que des ingénieurs, des vétérinaires et autres pour aider à gérer l'usine. Les nouveaux gestionnaires se sont assurés que les fermiers soient payés promptement pour



leur bétail, contrairement au passé lorsqu'ils devaient parfois attendre plusieurs années avant de recevoir leur paiement.

Les KDF travaillent aussi avec Kenya Railways, le Service national des jeunes et des administrateurs locaux pour restaurer un tronçon de voie ferrée entre Longonot et Butere. Les travaux incluent la construction des ponts et des caniveaux, la restauration des structures de drainage, le remplacement des wagons, la construction des clôtures et l'alignement des rails. Les KDF travaillent aussi sur la construction et le dragage du port de Kisumu, situé le long de la voie ferrée.

Le général Kibochi a déclaré que le but n'était pas de militariser les tâches civiles, mais plutôt d'utiliser les connaissances et l'efficacité des forces armées pour obtenir des résultats et économiser l'argent des contribuables.

« Nous avons une énorme expertise dans presque tous les domaines : en ingénierie, en médecine, pour n'en citer que quelques-uns, a déclaré le général Kibochi. Pourquoi ne pas utiliser ces connaissances pour aider notre pays ? »



L'AFRIQUE A DES RESSOURCES ÉOLIENNES INEXPLOITÉES

PERSONNEL D'ADF

Le Conseil mondial de l'énergie éolienne déclare que l'Afrique possède un potentiel éolien de classe mondiale qui, s'il est exploité correctement, pourrait satisfaire à la demande d'énergie du continent et remplacer facilement tout emploi qui serait perdu lorsque les consommateurs passent de l'énergie fossile à l'énergie éolienne. Le conseil déclare que l'Afrique a exploité seulement 0,01 % de son potentiel éolien, selon un reportage du Southern Times.

Un rapport du conseil observe que 27 pays africains ont suffisamment de potentiel éolien propre pour satisfaire à la totalité des besoins du continent.

« L'Algérie possède les plus grandes ressources, avec un potentiel total de 7.700 gigawatts, ce qui est équivalent à plus de onze fois la capacité mondiale actuelle d'énergie éolienne installée, selon le journal. Quinze autres pays ont des potentiels éoliens techniques de plus de 1.000 gigawatts, notamment la Mauritanie, le Mali, l'Égypte, la Namibie, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie et le Kenya. »

Le Kenya a inauguré le plus grand projet éolien d'Afrique dans une région désertique à 600 km au Nord de Nairobi en 2019. Quartz Africa indique que le parc éolien du lac Turkana comprend 365 turbines ayant une capacité de fournir 310 mégawatts d'un coût faible au réseau national du Kenya.

Dans le monde entier, le vent est l'une des sources les plus économiques, à croissance la plus rapide, de nouvelle production d'électricité, avec une capacité installée de plus de 650 gigawatts. La capacité éolienne installée en Afrique représente moins de 1 % des installations du monde.

Le conseil déclare que le potentiel éolien total de plus de 59.000 gigawatts en Afrique est l'équivalent de 90 fois la capacité mondiale actuellement installée.

Ci-dessus : Un parc éolien à Molteno (Afrique du Sud)

LA BANQUE MONDIALE VA INVESTIR 2 MILLIARDS DE DOLLARS EN AFRIQUE

AGENCE FRANCE-PRESSE

La Banque mondiale a annoncé qu'elle investirait 2 milliards de dollars pour soutenir les petites et moyennes entreprises en Afrique et renforcer le commerce, alors que la région sort de sa récession due au Covid-19.

La Société financière internationale (IFC), division de développement de la banque axée sur le développement du secteur privé dans les marchés émergents, investira 1 milliard de dollars dans le financement direct des entreprises et 1 milliard dans le soutien au financement du commerce international.

L'enveloppe combinée de 2 milliards de dollars est « l'un des plus grands engagements jamais faits par l'IFC envers des initiatives spécifiques en Afrique », a-t-elle déclaré, en ajoutant que le Covid-19 « a plongé la région dans la récession, réduit le flux des investissements directs de l'étranger et fait basculer des millions d'Africains de plus dans la pauvreté ».



Un artiste sud-africain travaille dans un petit studio de mode à Kayamandi.

Makhtar Diop, directeur général de l'IFC, a déclaré : « La reprise à long terme dépendra du financement des piliers de l'économie qui en ont besoin aujourd'hui. »

Le coût économique du Covid-19 pour les pays africains a été dévastateur ; le Fonds monétaire international a averti vers la fin 2020 que le continent fera face à un manque de revenus anticipés de 290 milliards de dollars jusqu'en 2023, ce qui sapera les efforts de développement.

« Les femmes pouvaient faire ce qu'elles voulaient »



MISSION D'ASSISTANCE DES NATIONS UNIES EN SOMALIE

PERSONNEL D'ADF

Asli Hassan Abade est entrée dans l'histoire comme première femme pilote de l'armée de l'air en Afrique. Elle est le produit d'une période unique dans l'histoire de son pays natal de Somalie.

Après l'indépendance de la Somalie en 1960, ses branches militaires ont développé leurs effectifs et leurs aptitudes. À un moment, l'Armée de l'air somalienne avait la plus grande capacité de frappe aérienne dans la Corne de l'Afrique.

Asli Abade est née en 1958. Sa famille avait neuf enfants. Ils vivaient sur une base de l'armée de l'air et elle pouvait voir la piste depuis la maison.

« J'ai vu les avions décoller et atterrir à l'aéroport. C'est ce qui m'a donné le courage de piloter l'avion de mon pays au moins une fois dans ma vie », dit-elle.

Dans sa jeunesse, l'éducation publique s'améliore et l'inscription scolaire se multiplie dans les villes et les municipalités. Les jeunes filles des villes comme Asli peuvent aller à l'école publique.

« Les femmes pouvaient faire ce qu'elles voulaient », a-t-elle déclaré à la mission d'assistance des Nations

unies en Somalie lors d'une interview en 2017. « Elles faisaient partie des élites du gouvernement ; elles faisaient partie des forces de défense, y compris la marine, l'infanterie. Elles étaient maîtres de conférences dans les universités, membres du parti au pouvoir, et elles se trouvaient dans chaque branche du gouvernement. »

Asli Abade commence à s'entraîner sur un Cessna 150 en 1976 avant de passer à un aéronef plus complexe. « La pratique était plutôt intense et mes formateurs avaient confiance dans mes aptitudes, dit-elle. J'ai prouvé que j'étais une bonne étudiante et plus tard on m'a confié un aéronef plus avancé. »

À une date ultérieure dans sa carrière, elle est formée pour piloter des avions cargo militaires et un Airbus A320.

Après dix années de service, sa carrière militaire prend fin du fait de la guerre civile en Somalie en 1991. Comme beaucoup de Somaliens à l'époque, elle se rend aux États-Unis. Avec son mari, elle y élève quatre enfants. Elle retourne à Mogadiscio en 2011 pour livrer des fournitures médicales dans un hôpital pédiatrique pendant une famine dévastatrice.

« Il y avait plusieurs anciens collègues, des officiers et des pilotes, qui attendaient de me recevoir à l'aéroport, dit-elle. J'ai pleuré, ils sont tous devenus émus et ils ont pleuré avec moi. Lorsque je suis sortie de l'avion, j'ai d'abord embrassé le sol. ... Je ne pouvais pas croire que j'étais réellement à Mogadiscio. »

Sa joie est de courte durée. À cause de la présence du groupe extrémiste al-Shebab à Mogadiscio, elle s'enfuit de son pays bien aimé après y avoir passé seulement un jour. En juillet 2017, elle revient de façon permanente pour vivre en Somalie, où elle reste la seule et unique femme pilote du pays.

Puisque la force aérienne de son pays n'est actuellement pas opérationnelle, et dans l'absence d'aéronefs militaires, le jour où la Somalie aura une deuxième femme pilote dans son armée de l'air ne semble pas proche.

« Mon objectif principal est de responsabiliser les jeunes et les femmes ; je veux rester en Somalie pour qu'elles puissent m'émuler et émuler mes efforts afin d'impacter la Somalie dans leur jeune âge. Je suis fière de mon histoire, pas seulement pour la Somalie mais aussi pour l'Afrique. »



INDICES

- 1 Ce lieu est aussi connu sous le nom de Mji Mkongwe, nom swahili qui veut dire « Vieille Ville ».
- 2 L'ancien comptoir commercial swahili possède des influences arabes, européennes et indiennes, mais il conserve aussi ses caractéristiques indigènes.
- 3 Le bazar de Darjani est au cœur de la zone commerciale de cette ville. La nourriture, les épices et les articles d'artisanat y sont vendus.
- 4 Un grand nombre d'édifices sont fabriqués en calcaire corallinal et bois de mangrove maintenus ensemble avec du mortier de chaux

PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à ADF et faites entendre votre voix.

DIRECTIVES À L'ATTENTION DE L'AUTEUR CONCERNANT UNE SOUMISSION À ADF

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais ADF collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à ADF signifie votre acceptation de ces modalités.

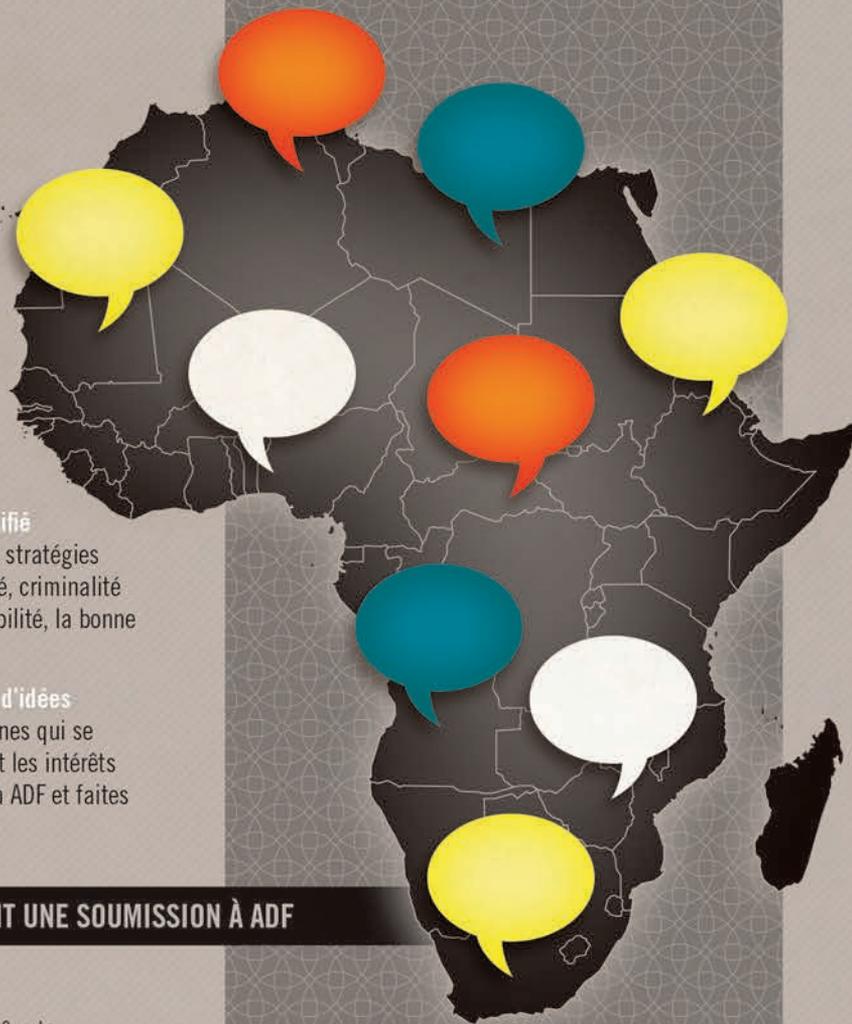
SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :



Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Kelley Kaserne
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart Germany



LES INFOS ENVOYÉES DIRECTEMENT !

Si vous souhaitez rester branché sur les réseaux sociaux, suivez **@ADFmagazine** sur Facebook, Twitter et Instagram. Nous envoyons aussi des informations fiables sur la sécurité, directement vers vous grâce à notre liste d'adresses électroniques et sur WhatsApp. Veuillez visiter **ADF-Magazine.com/Contact** et dites-nous quelle est votre langue de choix (anglais, français, arabe ou portugais). Nous vous tiendrons informés sur les dernières tendances et les plus récents sujets de sécurité en Afrique.